

European Industry Summit 2026

The future of Europe is made with industry.

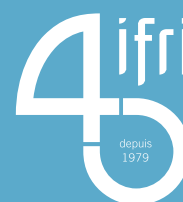
11 February

European Industry Summit 2026
Wednesday, 11 February 2026 • ANTWERP

MAI
2026

Redémarrer l'économie allemande

Entre impératifs économiques,
sociaux et de défense



Marie KRPATA

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une fondation reconnue d’utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n’est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteurice.

ISBN : 979-10-373-1222-8

© Tous droits réservés, Ifri, 2026

Couverture : Discours du chancelier allemand Friedrich Merz à l’European Industry Summit 2026 © dts News Agency Germany/Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Marie Krpata, « Redémarrer l’économie allemande : entre impératifs économiques, sociaux et de défense », *Études de l’Ifri*, Ifri, mai 2026.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Le Cerfa

Le [Comité d'études des relations franco-allemandes \(Cerfa\)](#) a été créé en 1954 par un accord gouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne et la France. Il bénéficie d'un financement paritaire assuré par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et l'*Auswärtiges Amt*. Le Cerfa a pour mission d'analyser l'état des relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; de mettre en lumière les questions et les problèmes concrets que posent ces relations à l'échelle gouvernementale ; de présenter des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir et harmoniser les relations entre les deux pays. Cette mission se traduit par l'organisation régulière de rencontres et de séminaires réunissant hauts fonctionnaires, experts et journalistes, ainsi que par des travaux de recherche menés dans des domaines d'intérêt commun.

Paul Maurice est secrétaire général du Cerfa et, avec Marie Krpata et Jeanette Süß, chercheuses, ainsi que Hans Stark, conseiller pour les relations franco-allemandes, il est responsable des publications du Cerfa. Catherine Naiker est assistante au sein du Cerfa.

Autrice

Marie Krpata est chercheuse au Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) à l'Institut français des relations internationales (Ifri), où elle travaille en particulier sur l'Union européenne et le couple franco-allemand dans les relations internationales. Juriste et politiste de formation, elle a travaillé dans des organisations non gouvernementales et internationales et en tant que consultante.

Remerciements

L'autrice tient à remercier Tristan Feucher, stagiaire au Cerfa, d'avoir réalisé les graphiques de cette publication.

Résumé

En quête d'une nouvelle boussole, l'Allemagne est confrontée à la remise en question des fondements de son modèle économique et social. L'économie allemande, pilier du modèle de réussite et de prospérité de l'après Seconde Guerre mondiale, est ébranlée et la crainte de la désindustrialisation, jusqu'à présent latente, se concrétise de plus en plus, notamment par l'affaiblissement d'un secteur phare comme celui de l'automobile. La compétitivité de sa base industrielle recule et sa puissance exportatrice est fragilisée par la concurrence chinoise et les pressions américaines.

C'est ensuite le contexte géopolitique dégradé qui aggrave la situation d'une performance industrielle qui s'essouffle. La *Zeitenwende* initiée par le gouvernement de la coalition « feu tricolore » marquait déjà une prise de conscience de la vulnérabilité de l'Allemagne dans un contexte où la *Realpolitik* prend le dessus et où les dépendances peuvent être utilisées à des fins de coercition (énergie par rapport à la Russie, sécurité et défense par rapport aux États-Unis et économie par rapport à la Chine).

L'arrivée du gouvernement de Friedrich Merz marque le retour des conservateurs à la chancellerie, mais dans le cadre d'une coalition avec les sociaux-démocrates, ce qui nécessite des compromis et des arbitrages. L'assouplissement du frein à la dette, la mise en place d'un fonds spécial pour les infrastructures et la neutralité climatique (*Sondervermögen für Infrastruktur und Klimaneutralität – SVIK*) pour les douze années à venir et le déploiement de moyens dans le domaine militaire donnent de la latitude au nouveau gouvernement pour redynamiser le pays.

Des arbitrages difficiles s'imposent cependant entre impératifs de compétitivité, qui soulèvent des questions sur le modèle économique allemand, impératifs sociaux, qui interrogent la durabilité du modèle de prospérité de l'Allemagne de l'après-guerre, et impératifs de défense, qui nécessitent un effort de rattrapage significatif de l'Allemagne sur le plan militaire, au vu des menaces auxquelles est confrontée l'Europe. Le repositionnement de l'Allemagne se fait en outre dans un contexte où elle est tiraillée entre des attentes en matière de politique intérieure et d'autres à l'échelle européenne.

Comment, dans ce contexte, concilier les nombreux impératifs et trouver les échelons d'intervention adéquats ? Alors qu'il est nécessaire de prendre des décisions structurantes pour maintenir et renforcer le tissu industriel allemand, déjà rudement mis à l'épreuve par les chocs extérieurs, l'Allemagne a aussi de plus en plus vocation à montrer la voie à l'échelle européenne. Sera-t-elle capable de réussir sur les deux tableaux ?

Executive summary

Germany is facing fundamental challenges to its economic and social model and is seeking a new course. The German post-war model was hugely successful, leading to economic strength and prosperity over many decades, but now it is steadily faltering. The previously latent fear of deindustrialization is becoming more concrete, particularly due to the weakening of a key sector: the automotive industry.

Germany's industrial competitiveness is declining, and its export power is weakened by Chinese competition and American pressure.

The deteriorating geopolitical context is further exacerbating the situation of Germany's weakening industrial performance. The *Zeitenwende*, initiated by the "traffic light" coalition government, already signaled an awareness of Germany's vulnerability in a context where *realpolitik* prevails and where dependencies can be used for coercion (dependency on energy in relation to Russia, security and defense in relation to the United States, and economic dependency in relation to China).

The arrival of Friedrich Merz's government signifies the return of the Conservatives to the Chancellorship, but as part of a coalition with the Social Democrats, thus necessitating compromises and trade-offs. Easing Germany's "debt brake", establishing a Special Fund for Infrastructure and Climate Neutrality (*Sondervermögen für Infrastruktur und Klimaneutralität, SVIK*) for the next twelve years, and deploying resources in the military sphere have given the new government leeway to revitalize the country's economy.

However, difficult trade-offs must be made between priorities in terms of competitiveness, which raise questions about the German economic model; the preservation of social achievements, which are intended to maintain the German post-war model of prosperity; and defense imperatives, which require a significant effort by Germany to catch up militarily in light of the threats facing Europe. Germany's repositioning is taking place in a context in which it is torn between expectations for domestic policy and those at the European level.

In this context, it must be asked how Germany can reconcile these numerous imperatives and find the appropriate levels of government intervention. While it is necessary to make structural decisions to maintain and strengthen Germany's industrial base, already severely tested by external shocks, Germany is also increasingly called upon to lead at the European level. Can it succeed on both fronts?

Sommaire

REDÉMARRER L'ÉCONOMIE ALLEMANDE : ENTRE IMPÉRATIFS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET DE DÉFENSE	6
TROP PEU ET TROP TARD : UNE ÉCONOMIE ALLEMANDE AFFAIBLIE POUR DES RAISONS INTERNES ET EXTERNES	9
Un géant aux pieds d'argile : les raisons internes de l'affaiblissement économique allemand	9
L'Allemagne dans la tourmente des développements économiques internationaux	12
LA MOBILISATION DE MOYENS : ENTRE SAUPOUDRAGE ET RÉFORME STRUCTURELLE	20
Une révision constitutionnelle pour doter le gouvernement allemand des marges de manœuvre financières nécessaires afin de relancer l'économie	20
Des mesures supplémentaires pour renforcer la compétitivité de la base économique allemande	25
UN CHANGEMENT DE CAP QUI SUSCITE ESPOIRS ET INQUIÉTUDES	30
Un revirement allemand qui met la lumière sur les arbitrages nécessaires au niveau national et européen	30
Une efficacité des dépenses à la hauteur des volumes de moyens déployés ?	40
CONCLUSION	47
ANNEXES	51

Redémarrer l'économie allemande : entre impératifs économiques, sociaux et de défense

Les élections législatives allemandes de février 2025 ont été remportées par la Christlich Demokratische Union Deutschlands (CDU), suivie par le parti d'extrême droite Alternative für Deutschland (AfD) et le Sozialdemokratische Partei Deutschlands (SPD), menant à des négociations en vue d'une « grande coalition » rassemblant la CDU, la Christlich-Soziale Union (CSU) bavaroise et le SPD. Avant même l'officialisation de cette coalition et la mise en place du Bundestag élu en février 2025, le Parlement sortant a voté un assouplissement de la règle constitutionnelle du frein à la dette, notamment pour la création d'un fonds spécial pour les infrastructures et la neutralité climatique (*Sondervermögen für Infrastruktur und Klimaneutralität* – SVIK). Cette mesure est complémentaire de l'affranchissement des dépenses militaires dépassant 1 % du produit intérieur brut (PIB) prévu par cette même règle du frein à la dette. L'objectif était donc double : d'une part, répondre à un environnement sécuritaire dégradé et, d'autre part, insuffler un nouveau dynamisme à l'économie allemande.

Ces mesures, dérogoires aux principes constitutionnels fixés en 2009, nécessitaient une approbation par la majorité des deux tiers du Bundestag. En raison de l'état des majorités au Bundestag entrant après les élections législatives de 2025 qui avaient été une réussite pour les partis aux deux extrêmes de l'échiquier politique allemand – l'AfD et Die Linke ont obtenu une minorité de blocage et en auraient sans doute fait usage –, la CDU et le SPD ont mobilisé le Bundestag sortant et les mesures ont été votées, notamment grâce aux voix des Verts. Ces mesures permettent au gouvernement d'accroître ses marges de manœuvre sur le plan économique.

Le SVIK permet le déploiement de 500 milliards d'euros sur douze ans, une partie de ces dépenses revenant aux *Länder*, désormais également autorisés à s'endetter – ce qui avait jusqu'à présent été impossible –, une autre partie étant allouée au fonds de transformation climatique. Qualifiée de « bazooka fiscal¹ » (un terme qui avait déjà été employé lors du

1. L. Strobl, « Le bazooka fiscal allemand fait bondir l'euro et le rendement du Bund », *Morning Star*, 5 mars 2025, disponible sur : www.morningstar.fr.

déploiement de sommes de grande ampleur dans le passé comme lors de la « crise Covid », de « plan Marshall allemand² » (terme employé par le CSU, parti de gouvernement) ou encore de « harakiri fiscal³ » (terme utilisé par la gauche radicale critique par rapport à l'augmentation des dépenses militaires) ou d'« orgie de dettes⁴ » (terme utilisé par le parti d'extrême droite), les réactions à la loi promue par les partis qui allaient former le nouveau gouvernement après les élections fédérales de février 2025 ont été aussi vives que diverses. Les louanges des partis de gouvernement font ainsi face aux critiques des partis aux deux extrêmes du paysage politique allemand, soulignant au passage les clivages qui traversent la société allemande.

En quête d'une nouvelle boussole, l'Allemagne est confrontée à la remise en question des fondements de son modèle économique et social. L'économie allemande, pilier du modèle de réussite et de prospérité de l'après-Seconde Guerre mondiale, est ébranlée et la crainte de la désindustrialisation, jusqu'à présent latente, se concrétise de plus en plus, notamment par l'affaiblissement d'un secteur phare comme celui de l'automobile. La compétitivité de sa base industrielle recule et sa puissance exportatrice est fragilisée par la concurrence chinoise et les pressions américaines.

C'est ensuite le contexte géopolitique dégradé qui aggrave la situation d'une performance industrielle qui s'essouffle. La *Zeitenwende* initiée par le gouvernement de la coalition « feu tricolore » marquait déjà une prise de conscience de la vulnérabilité de l'Allemagne dans un contexte où la *Realpolitik* prend le dessus et où les dépendances peuvent être utilisées à des fins de coercition (énergie par rapport à la Russie, sécurité et défense par rapport aux États-Unis et économie par rapport à la Chine). Le travail sur la résilience de l'Allemagne, enclenché par le précédent gouvernement, devra donc se poursuivre (mise à jour de la stratégie de sécurité nationale et de la stratégie globale vis-à-vis de la Chine).

L'arrivée du gouvernement de Friedrich Merz marque le retour des conservateurs à la chancellerie, mais dans le cadre d'une coalition avec les sociaux-démocrates, ce qui nécessite des compromis et des arbitrages. L'assouplissement du frein à la dette, la mise en place du SVIK pour les douze années à venir et le déploiement de moyens dans le domaine militaire donnent de la latitude au nouveau gouvernement pour redynamiser le pays. Le gouvernement se donne les moyens de mener à bien la politique qu'il a annoncée. Paradoxalement, c'est sous un gouvernement mené par les conservateurs qu'un tel déboursement de sommes inégalé en volume sera

2. « Bundesrat stimmt milliardenschwerem Finanzpaket zu » [Le Conseil fédéral approuve un plan de relance de plusieurs milliards], *Tagesschau*, 21 mars 2025, disponible sur : www.tagesschau.de.

3. *Ibid.*

4. « Publication de l'afd », Facebook, le 13 janvier 2026, disponible sur : www.facebook.com.

déployé. Cette décision a également coûté beaucoup de crédit politique à Friedrich Merz, qui, au cours de la campagne électorale, s'était engagé à ne pas réformer le frein à la dette. Toucher à ce totem s'avère une entreprise d'autant plus délicate que c'est précisément un débat sur le budget, et donc sur les priorités en matière de dépenses publiques, qui avait fait chuter le précédent gouvernement.

Au-delà des frictions que ces décisions font apparaître, les dépenses annoncées suscitent beaucoup d'attentes, et la coalition sera jugée sur ses résultats en la matière tout au long de son mandat et lorsqu'il sera question de faire le bilan, à l'approche des prochaines élections fédérales. L'enjeu est de taille et de nombreux défis se posent quant à l'allocation des moyens, au calendrier et aux ressources nécessaires pour déployer les sommes annoncées. Certains critiques agitent l'épouvantail d'un État trop bureaucratique, à l'appareil administratif lent, incapable d'agir avec l'agilité et l'efficacité indispensables pour générer des retombées concrètes aux externalités positives à travers différents secteurs. La rapidité de la construction des terminaux de gaz naturel liquéfié (GNL) pour réduire la dépendance de l'Allemagne par rapport au gaz russe peu après le début de l'invasion de l'Ukraine est ainsi érigée en exemple à suivre. Le déploiement de moyens, aussi importants soient-ils, ne saurait donc suffire ; encore faut-il qu'ils soient dépensés de manière efficace. Dès lors, une priorisation est nécessaire.

C'est à l'aune des résultats des mesures amorcées en mars 2025 que le gouvernement Merz sera évalué entre impératifs de compétitivité – qui soulèvent des questions sur le modèle économique allemand –, impératifs sociaux – qui questionnent la durabilité du modèle de prospérité de l'Allemagne de l'après-guerre – et impératifs de défense – qui nécessitent un effort de rattrapage significatif de l'Allemagne sur le plan militaire au vu des menaces auxquelles est confrontée l'Europe. Le repositionnement de l'Allemagne se fait en outre dans un contexte où elle est tirillée entre des attentes en matière de politique intérieure et d'autres à l'échelle européenne.

Comment, dans ce contexte, concilier les nombreux impératifs et trouver les échelons d'intervention adéquats ? Alors qu'il est nécessaire de prendre des décisions structurantes pour maintenir et renforcer le tissu industriel allemand, déjà rudement mis à l'épreuve par les chocs extérieurs, l'Allemagne a aussi de plus en plus vocation à montrer la voie à l'échelle européenne (*Gestaltungsanspruch*⁵). Sera-t-elle capable de réussir sur les deux tableaux ?

5. Le contrat de coalition entre CDU, CSU et SPD annonce une préention à définir de manière constructive une politique européenne efficace, cohérente et fiable, dans l'intérêt de l'Allemagne et de l'Europe. Contrat de coalition entre CDU, CSU et SPD, p. 135, Gouvernement fédéral allemand, 5 mai 2025, disponible sur : www.koalitionsvertrag2025.de.

Trop peu et trop tard : une économie allemande affaiblie pour des raisons internes et externes

En août 2023, l'hebdomadaire britannique *The Economist* titrait « L'Allemagne est-elle à nouveau l'homme malade de l'Europe ?⁶ ». En effet, en 2024, l'Allemagne, première économie européenne, se trouvait dans une deuxième année de récession consécutive⁷, ce qui soulève des questions quant aux raisons de cette performance modeste, qui sont autant structurelles que conjoncturelles. L'activité liée aux investissements en Allemagne a faibli depuis la fin de la première décennie des années 2000 et, en novembre 2024, la production industrielle avait reculé de 12 % par rapport à 2018⁸. Cette baisse suscite des craintes de désindustrialisation, alors qu'en 2024, l'industrie contribuait à hauteur de 23 % au PIB allemand⁹. Ce sont autant de raisons internes qu'externes qui expliquent l'affaiblissement économique de l'Allemagne.

Un géant aux pieds d'argile : les raisons internes de l'affaiblissement économique allemand

Plusieurs faiblesses structurelles peuvent être identifiées pour expliquer le mauvais état de santé de l'économie allemande.

Première faiblesse : en raison d'un manque d'investissements, l'Allemagne pâtit d'infrastructures vétustes, ce qui est régulièrement souligné ces dernières années par de nombreux analystes, notamment d'instituts et de *think tanks* économiques (cf. Graphique 1). En avril 2024, l'institut économique IW Köln, par exemple, estimait les besoins

6. « Is Germany Once Again the Sick Man of Europe? », *The Economist*, août 2023, disponible sur : www.economist.com.

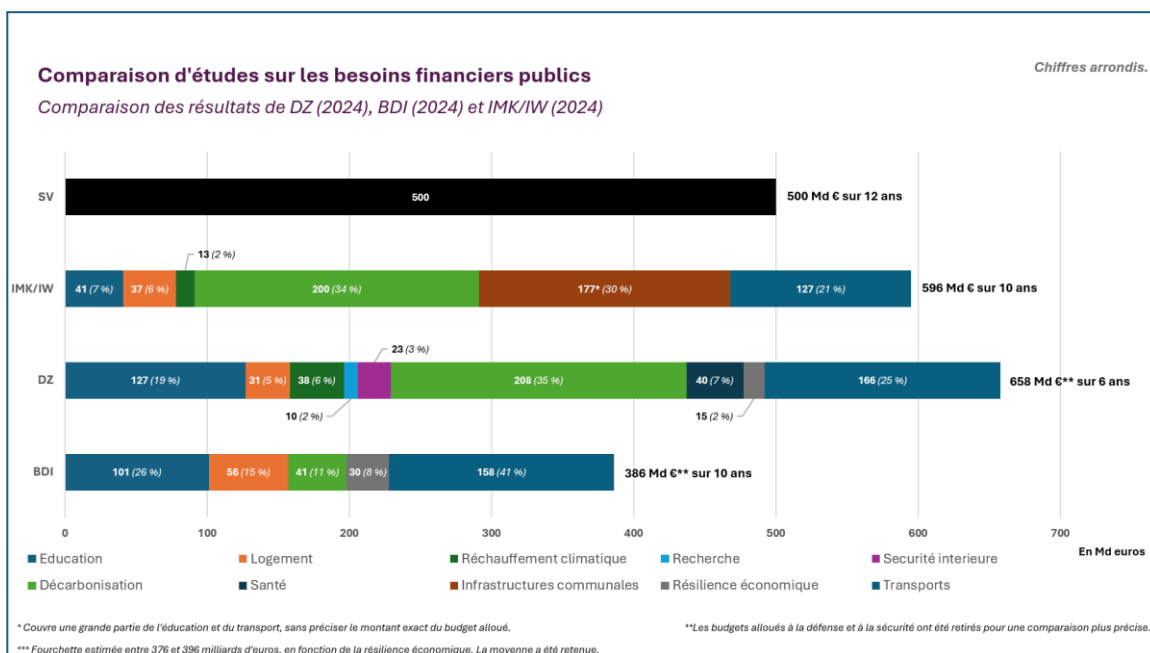
7. Pour 2025, le Fonds monétaire international pronostiquait une croissance de 0,1 % en juillet 2025. « Wirtschaftsentwicklung: IWF erhöht Wachstumsprognose für Deutschland leicht » [Évolution économique : le FMI revoit légèrement à la hausse ses prévisions de croissance pour l'Allemagne], *Die Zeit*, 29 juillet 2025, disponible sur : www.zeit.de.

8. S. Sauer et K. Wohlrabe, *Wettbewerbsfähigkeit der deutschen Industrie* [Compétitivité de l'industrie allemande], ifo Institut, ifo Schnelldienst Digital, 20 novembre 2024.

9. Volkswirtschaftliche Gesamtrechnungen [Comptes nationaux], Statistisches Bundesamt (Destatis), 23 mai 2025, Fachserie 18 Reihe 1.2, Inlandsproduktberechnung.

d'investissement dans les infrastructures pour les dix années à venir à 600 milliards d'euros¹⁰. Ce retard s'explique par le frein à la dette, un dispositif constitutionnel introduit en 2009 visant un contrôle strict des finances publiques, qui constituait un véritable totem en Allemagne. Il prévoit que le déficit structurel ne doit pas dépasser 0,35 % du PIB allemand. Cette orthodoxie budgétaire contraignait jusqu'à présent les investissements. Le *Handelsblatt*¹¹ rappelait dans un article du 6 juin 2025 que seuls 10 % des investissements en Allemagne proviennent de l'État. Ainsi, pour des investissements de 900 milliards d'euros, seuls 127 milliards d'euros avaient été investis par l'État. Alors que l'Allemagne ambitionne une transition numérique et verte, il y a un hiatus entre les ambitions et les moyens alloués à leur réalisation, et, dans ces circonstances, il est compliqué de créer les conditions nécessaires pour une sécurité juridique en faveur des entreprises désirant investir.

Graphique 1. Préconisations des instituts et *think tanks* économiques en matière de dépense dans l'infrastructure en comparaison avec le SVIK



Sources : « *Adapting the debt Brake Pragmatically: Increase Flexibility, Maintain Stability* », Conseil allemand des experts économiques, 30 janvier 2024, disponible sur : www.sachverstaendigenrat-wirtschaft.de ; S. Dullien, E. Jürgens et al., *Makroökonomische Auswirkungen eines kreditfinanzierten Investitionsprogramms in Deutschland* [Conséquences macroéconomiques d'un programme d'investissement financé par le crédit en Allemagne], *IMK Report*, n° 168, mai 2021 ; F. Heilmann, N. Gerresheim et al., « *Was kostet eine sichere, lebenswerte und nachhaltige Zukunft? Öffentliche Finanzbedarfe für die Modernisierung Deutschlands* » [Quel est le coût d'un avenir sûr, agréable à vivre et durable ? Les besoins de financement public pour la modernisation de l'Allemagne], *Dezernat Zukunft*, 9 septembre 2024.
Graphique réalisé par Tristan Feucher © Ifri, 2026.

10. « IW Köln Infrastrukturbedarfe: Herausforderungen für die Schuldenbremse » [IW Cologne : Besoins en infrastructures : des défis pour le frein à l'endettement], *IW Policy Paper*, n° 2, 2024.

11. « Deutschland braucht mehr als Beton und neue Panzer » [L'Allemagne a besoin de bien plus que du béton et de nouveaux chars], *Handelsblatt*, 6 juin 2025, disponible sur : www.handelsblatt.com.

Deuxième faiblesse : une démographie en berne et un départ des baby-boomers à la retraite qui devraient se traduire par une pénurie de main-d'œuvre sur le marché du travail. Pour 16,5 millions de départs à la retraite d'ici 2036, l'institut IW Köln pronostique que seules 12,5 millions de personnes arriveront sur le marché du travail dans la même période¹². L'Allemagne est donc contrainte de recourir à l'immigration. Dans cette optique, elle s'est d'ailleurs dotée en 2023 d'une loi sur l'immigration qualifiée pour tenter de contrôler les arrivées sur le territoire allemand et de sélectionner ces immigrés en fonction de leur qualification¹³.

Troisième faiblesse : la perte de compétitivité des champions historiques de l'Allemagne face à une concurrence croissante de nouveaux acteurs aux modèles économiques plus agiles. Par exemple, dans l'industrie automobile, Volkswagen, BMW et Mercedes – certes championnes de l'automobile thermique – ne se sont pas suffisamment préparées au tournant électrique et numérique, et le récent assouplissement des objectifs sur la fin des ventes de véhicules thermiques d'ici 2035 est susceptible d'accroître ce retard¹⁴. Peter Leibinger, le président du Bundesverband der Deutschen Industrie (BDI) qui représente les intérêts industriels allemands, évoque l'« arrogance de l'ingénieur allemand¹⁵ », autrement dit : la conviction que les technologies sur lesquelles on a misé dans le passé sont amenées à se maintenir malgré l'émergence de nouvelles technologies et de nouveaux concurrents sur la scène internationale. Or, aujourd'hui, bon nombre de secteurs industriels se retrouvent précisément face à un risque d'obsolescence de leur savoir-faire traditionnel. Lors de son discours de mars 2026 à la Bertelsmann Stiftung, le vice-chancelier social-démocrate et ministre des Finances Lars Klingbeil déclarait¹⁶ : « Ceux qui misent aujourd'hui sur le *statu quo* choisissent le déclin. Trop souvent, nous trouvons des excuses pour ne rien faire ou pour éviter ce qui est difficile. Cela n'est plus possible. » Sobre, il établit le constat que l'Allemagne s'est trop longtemps reposée sur ses lauriers¹⁷ : « Cela vaut pour la politique. Mais cela vaut aussi pour certains secteurs de l'économie allemande, qui se sont trop longtemps contentés de modèles économiques existants au lieu d'investir dans de nouveaux modèles. »

12. P. Deschermeier et H. Schäfer, « Arbeitsmarkt: Fast 20 Millionen Erwerbstätige erreichen bis 2036 das Renteneintrittsalter » [Marché du travail : près de 20 millions de personnes actives atteindront l'âge de la retraite d'ici 2036], IW, Pressemitteilung, le 14 octobre 2024.

13. J. Süß, « Entre inertie et ouverture. L'Allemagne réforme son système d'immigration de travail », *Notes du Cerfa*, n° 174, Ifri, 5 juillet 2023, disponible sur : www.ifri.org.

14. M. Scheppe, « Warum Audi, BMW und Mercedes noch immer am Diesel festhalten » [Pourquoi Audi, BMW et Mercedes continuent de miser sur le diesel], *Handelsblatt*, 8 janvier 2026, disponible sur : www.handelsblatt.com.

15. C. Boutelet, « Sous les coups de boutoir de Donald Trump et de Xi Jinping, la grande rupture économique allemande », *Le Monde*, 30 août 2025, disponible sur : www.lemonde.fr.

16. L. Klingbeil, « Reformen für ein starkes Land: Rede von Lars Klingbeil bei der Bertelsmann Stiftung », Ministère fédéral des Finances, disponible sur : www.bundesfinanzministerium.de.

17. *Ibid.*

S'il estime qu'« [i]l y a quelques années, tout le monde était à la traîne par rapport à nous », l'inverse est vrai aujourd'hui : « Aujourd'hui, c'est nous qui sommes à la traîne dans de nombreux domaines. Nous ne pouvons pas nous le permettre.¹⁸ » Pour inverser cette tendance, il propose un « nouveau modèle de croissance allemand¹⁹ ».

C'est dans cette optique que Lars Klingbeil a l'intention de faire de son ministère le « ministère de l'Investissement²⁰ », amorçant peut-être un changement de mentalités. En mettant en œuvre le SVIK, le gouvernement de Friedrich Merz tente de créer les marges de manœuvre fiscales nécessaires pour insuffler une nouvelle dynamique au pays.

L'Allemagne dans la tourmente des développements économiques internationaux

Le diagnostic sur l'état de santé de l'économie allemande nécessite également une approche prenant en compte un environnement international de plus en plus incertain.

Sa très forte exposition au commerce international, qui a fait sa force dans le passé, s'avère être de plus en plus le talon d'Achille de l'Allemagne. D'une part, au cours des dernières décennies, l'Allemagne a accru sa dépendance par rapport à des acteurs comme la Russie sur le plan énergétique – le gaz russe peu onéreux ayant longtemps permis à la base industrielle allemande d'être particulièrement compétitive. Le découplage énergétique de la Russie après l'invasion russe en Ukraine a considérablement impacté les industries énergivores – c'est le cas de l'industrie du papier, de la chimie, de l'acier et de la sidérurgie. Si ces secteurs ne représentent que 15 % de la production industrielle allemande en 2021 (et 3,4 % du PIB total), ils consomment 77 % de l'énergie industrielle en Allemagne²¹. Notons que les coûts de l'électricité sont trois fois supérieurs et que les coûts du gaz sont cinq fois supérieurs en Allemagne qu'en Chine ou aux États-Unis, ce qui nuit gravement à la compétitivité de la base industrielle allemande²².

18. *Ibid.*

19. *Ibid.*

20. « Wer Klingbeil bei seiner Investitionsoffensive berät » [Qui conseille Klingbeil dans le cadre de sa campagne d'investissement ?], *Handelsblatt*, 1^{er} septembre 2025, disponible sur : www.handelsblatt.com.

21. D. Schaller et M. Schasching, « Energieintensive Industrie unter Druck » [Les industries grandes consommatrices d'énergie sous pression], ifo Schnelldienst, vol. 77, n° 6, 19 juin 2024.

22. « Es liegt auch an China, auf Europa zuzugehen – Ein Interview mit Hildegard Müller » [Il appartient également à la Chine de faire un pas vers l'Europe – Entretien avec Hildegard Müller], *Internationale Politik*, mars/avril 2026.

D'autre part, l'Allemagne, qui a été l'une des grandes gagnantes de la mondialisation des échanges de l'après-Seconde Guerre mondiale et dont l'économie s'est basée sur des chaînes de valeur internationalisées, doit aujourd'hui composer avec des tensions géopolitiques accrues, davantage de protectionnisme de la part de ses principaux partenaires commerciaux et une fragmentation croissante du commerce international. L'Allemagne est la troisième économie mondiale en termes de PIB²³ ; elle est également le troisième exportateur²⁴ et importateur²⁵ mondial. Environ 27 % des emplois en Allemagne dépendent des exportations²⁶. De plus, le ratio « exportations par rapport au PIB » était de 41,8 % en 2024 (contre 33,9 % en France)²⁷, ce qui montre l'ouverture du modèle économique allemand et le poids des exportations dans l'économie allemande. L'Allemagne connaît un excédent commercial de près de 200 milliards d'euros en 2025²⁸. Dans ce contexte, l'économie allemande souffre particulièrement des mesures plus restrictives de la part de la Chine, son principal partenaire commercial en 2025²⁹, et de la part des États-Unis, son deuxième partenaire commercial la même année³⁰.

D'un côté, elle fait face aux droits de douane de 15 % sur les importations américaines en provenance de l'Union européenne (UE) après l'accord de Turnberry de juillet 2025 entre Ursula von der Leyen et Donald Trump³¹, même s'ils ont entre-temps été jugés illégaux par la Cour suprême américaine le 20 février 2026³². De plus, le président américain n'a de cesse de rappeler le soutien des États-Unis à l'Europe en termes de sécurité et de défense, et pourrait l'utiliser comme levier contre des pays comme l'Allemagne, disposant d'un excédent commercial avec les États-Unis qui atteignait 52 milliards d'euros en 2025³³ (cf. Graphique 2). Washington pourrait en effet encore accroître la pression pour que Berlin

23. *GDP, Current Prices (Billions of U.S. dollars)*, Fonds monétaire international (FMI), disponible sur : www.imf.org.

24. « Merchandise Exports by Product Group – Annual (Million US dollars) », statistiques pour l'année 2023, Organisation mondiale du commerce (OMC), disponible sur : www.timeseries.wto.org.

25. « Merchandise Imports by Product Group – Annual (Million US dollars) », statistiques pour l'année 2024, OMC, disponible sur : www.timeseries.wto.org.

26. K. Kober, « Towards a New European Trade Strategy in Times of Geopolitical Upheaval: The German Perspective », *Notes du Cerfa*, n° 176, Ifri, octobre 2023.

27. « Exports of Goods and Services in % of GDP », Eurostat, 13 juin 2025, disponible sur : www.ec.europa.eu.

28. « Ranking of Germany's Trading Partners in Foreign Trade », Statistisches Bundesamt (Destatis), 20 février 2026, disponible sur : www.destatis.de.

29. *Ibid.*

30. *Ibid.*

31. « Explication de l'accord commercial conclu entre l'Union européenne et les États-Unis », Commission européenne, 29 juillet 2025, disponible sur : www.ec.europa.eu.

32. N. Chapuis, « Droits de douane : la grande gifle de la Cour suprême à Donald Trump », *Le Monde*, 20 février 2026, disponible sur : www.lemonde.fr.

33. « Ranking of Germany's Trading Partners in Foreign Trade », *op. cit.*

achète davantage d'armes américaines³⁴, importe davantage d'énergie américaine³⁵, investisse davantage sur le marché américain³⁶ et adapte la législation ayant trait au numérique³⁷ pour faciliter l'activité d'entreprises américaines sur le marché européen. Autre attente possible : que l'Allemagne revoie son positionnement par rapport à la Chine afin qu'il soit davantage en ligne avec celui des États-Unis³⁸. L'Allemagne est consciente du fait que les attentes des États-Unis à son égard sont susceptibles de s'accroître, Donald Trump n'ayant pas hésité à la qualifier de « passager clandestin³⁹ » au sein de l'Alliance atlantique lors de sa première présidence et à la menacer de retirer des troupes américaines postées sur le sol allemand. Cela contraste avec la tonalité beaucoup plus courtoise de Joe Biden pendant sa présidence et avec une coordination étroite entre le président des États-Unis et le chancelier allemand, qui avaient fait espérer à l'Allemagne que la première présidence de Donald Trump n'avait peut-être été qu'une parenthèse et que cette expérience douloureuse n'était pas amenée à se répéter. Soucieux de maintenir de bonnes relations avec les États-Unis, Friedrich Merz a été relativement bien accueilli par Donald Trump en juin 2025 lors de son premier voyage officiel à Washington ce qui a pu rassurer à Berlin, même si la parution de la nouvelle « Stratégie de sécurité nationale » américaine de l'administration

34. À l'instar de l'objectif de consacrer 5 % de son PIB à la défense (dont 3,5 % en « défense pure » et 1,5 % en investissements de défense au sens large, tels que la cybersécurité et la mobilité militaire), comme elle s'est engagée à le faire lors du sommet de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) à La Haye les 24 et 25 juin, ce qui devrait grandement bénéficier à l'industrie de la défense américaine. Cf. « Déclaration du Sommet de La Haye », OTAN, 25 juin 2025, disponible sur : www.nato.int. De même, cela devrait se matérialiser à travers des engagements pris par un certain nombre d'alliés européens d'acheter davantage d'armes américaines pour les livrer à l'Ukraine en août 2025. Lire aussi C. Körömi, « Countries Pledge Millions to Fund US Weapons for Ukraine », *Politico*, 5 août 2025, disponible sur : www.politico.eu.

35. La communication commune entre les États-Unis et l'UE prévoit : « L'Union européenne a l'intention d'acheter du gaz naturel liquéfié, du pétrole et des produits dérivés de l'énergie nucléaire américains pour un montant estimé à 750 milliards de dollars jusqu'en 2028. » Lire le « Joint Statement on a United States-European Union Framework on an Agreement on Reciprocal, Fair and Balanced Trade », Commission européenne, 21 août 2025, disponible sur : www.ec.europa.eu.

36. La communication commune entre les États-Unis et l'UE prévoit : « Les entreprises européennes devraient investir 600 milliards de dollars supplémentaires dans des secteurs stratégiques aux États-Unis d'ici 2028. » Lire le « Joint Statement on a United States-European Union Framework on an Agreement on Reciprocal, Fair and Balanced Trade », *op. cit.*

37. Cette pression a donné lieu à une réaction vive du chancelier allemand Friedrich Merz lors du conseil des ministres franco-allemand le 29 août 2025, annonçant notamment la tenue d'un sommet sur la souveraineté numérique de l'UE à Berlin le 18 novembre 2025 pour accroître la résilience de l'économie européenne et précisant au cours de la conférence de presse que l'UE ne plierait pas face à d'éventuelles menaces américaines relatives à une régulation européenne portant sur les acteurs du service numérique, précisant qu'il en allait de la souveraineté européenne. Voir le « Conseil franco-allemand : la conférence de presse d'Emmanuel Macron et Friedrich Merz », LCI, 29 août 2025, disponible sur : www.youtube.com.

38. En septembre 2025, Donald Trump avait notamment enjoint aux alliés européens de l'OTAN d'imposer des « droits de douane de 50 % à 100 % à la Chine ». Lire P. Jacqué, P. Ricard *et al.*, « Les sanctions contre la Russie, pomme de discorde entre les États-Unis et l'Europe face à la Chine », *Le Monde*, 15 septembre 2025, disponible sur : www.lemonde.fr.

39. D. Frasch, « As Trump Threatens to Withdraw Military Forces from Europe, Locals Tell Themselves He Is Bluffing », *Neue Zürcher Zeitung*, disponible sur : www.nzz.ch.

Trump en décembre 2025 a par la suite fait craindre un détournement des États-Unis par rapport à l'Europe, au point d'être qualifiée par Friedrich Merz de « partiellement inacceptable⁴⁰ ». Et le chancelier de rajouter que les États-Unis continuent à avoir besoin de partenaires et, qu'à défaut de vouloir dialoguer avec l'Europe, les États-Unis pourraient au moins considérer l'Allemagne comme partenaire⁴¹. Face à l'imprévisibilité de Donald Trump, l'Allemagne est cependant bien obligée d'admettre que les tentatives de rapprochement du chancelier allemand avec Donald Trump ne protègent pas contre la menace de droits de douane en réponse à l'opposition à l'annexion du Groenland par les États-Unis, l'un des derniers sujets de friction en date.

Dans un contexte de retour de la guerre sur le continent européen, avec une Russie menaçante, l'Allemagne se trouve profondément déconcertée et ébranlée dans ses certitudes. C'est d'autant plus le cas face au durcissement des relations avec les États-Unis qui l'obligent à réagir. Friedrich Merz, le soir même du scrutin des élections fédérales allemandes, le 23 février 2025, alors qu'il allait bientôt devenir chancelier, a ainsi tenu des propos qui ont pu surprendre par leur clarté sur les perspectives de la relation transatlantique lorsqu'il déclarait que l'UE devait être indépendante des États-Unis. Dans son discours à la conférence de sécurité de Munich en février 2025⁴², James D. Vance affirmait que la liberté d'expression était en danger et que la principale menace en Europe ne venait ni de la Russie ni de la Chine ni d'un autre acteur extérieur, mais bien de l'intérieur de l'Europe, apportant en outre son soutien au parti d'extrême droite (AfD), lui a servi de catalyseur. L'épée de Damoclès qui plane ainsi sur l'Allemagne, si ce n'est celle du retrait total des États-Unis de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), est celle de la transformation de l'Alliance en un « tigre de papier⁴³ ».

Ce sentiment est largement partagé en France où Emmanuel Macron, en février 2026, n'hésitait pas, dans l'hebdomadaire britannique *The Economist*, d'en appeler à un « moment groenlandais⁴⁴ » (référence faite aux revendications états-uniennes sur le territoire arctique) de prise de conscience européenne de la « rupture géopolitique profonde⁴⁵ » qui est en cours et où l'Europe doit agir si elle ne veut pas être « balayée⁴⁶ » de la scène internationale, notamment face à des États-Unis de plus en plus

40. « Merz kritisiert US-Sicherheitsstrategie » [Merz critique la stratégie de sécurité américaine], *Süddeutsche Zeitung*, 9 décembre 2025, disponible sur : www.sueddeutsche.de.

41. *Ibid.*

42. « Munich Security Conference 2025 – Speech by J. D. Vance and Selected Reactions », Conférence de Sécurité de Munich, 2025, disponible sur : www.securityconference.org.

43. J. Manchester, « Trump Dubs NATO a “Paper Tiger” over Strait of Hormuz », *The Hill*, 20 mars 2026, disponible sur : www.thehill.com.

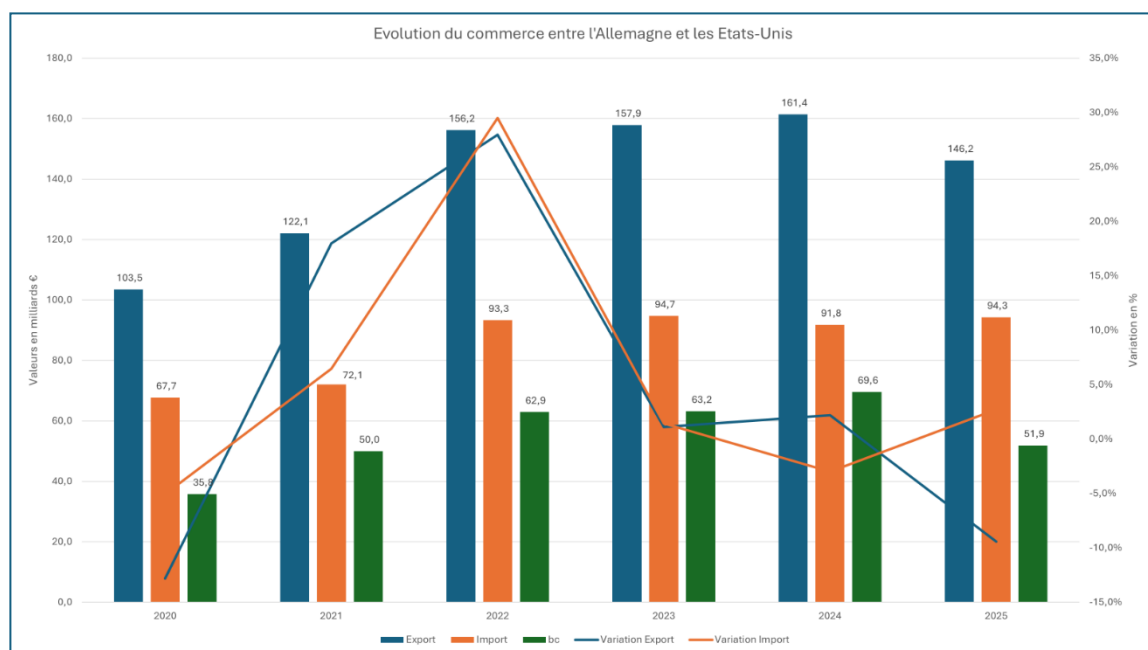
44. « Emmanuel Macron Declares a European State of Emergency », *The Economist*, 10 février 2026, disponible sur : www.economist.com.

45. *Ibid.*

46. *Ibid.*

« ouvertement hostiles⁴⁷ » et qui cherchent à « démembrer l'UE⁴⁸ ». Les positions de Paris à l'égard des États-Unis sont habituellement plus fermes que celles de Berlin, l'Allemagne étant plus dépendante de Washington sur le plan militaire que ce n'est le cas de la France, ce qui ne veut pas dire que la prise de conscience d'une distanciation états-unienne par rapport à l'Europe n'est pas réelle outre-Rhin comme l'atteste le Concept global de la défense (aussi appelé « Stratégie militaire et plan pour les forces armées ») allemand⁴⁹ parue en avril 2026.

Graphique 2 : Évolution du commerce entre l'Allemagne et les États-Unis (2020-2025) en milliards d'euros



Source : *Ranking of Germany's trading partners in Foreign Trade, Statistisches Bundesamt (Destatis), 20 février 2026, disponible sur : www.destatis.de.
Graphique réalisé par Tristan Feucher © Ifri, 2026.*

Les conséquences économiques de possibles pratiques d'extorsion américaines face à l'Europe en raison de sa dépendance sur le plan de la sécurité et de la défense s'ajoutent donc au coût qu'elle subit du fait du découplage par rapport aux hydrocarbures russes. De l'autre côté, la crainte de l'Allemagne vis-à-vis de Pékin concerne l'essor au niveau national puis à l'international de champions chinois grâce à de généreuses subventions

47. *Ibid.*

48. *Ibid.*

49. Ce document évoque le fait que : « Les États-Unis sont essentiels pour l'Alliance, tant sur le plan politique que par leurs capacités militaires. Ils déclarent toutefois s'orienter de plus en plus du point de vue stratégique vers leur hémisphère occidental et l'Indopacifique. » Par ailleurs, il fait état du fait que l'Allemagne considère que : « L'OTAN doit devenir plus européenne afin de rester transatlantique. » Cf. « Gesamtkonzeption militärische Verteidigung. Militärstrategie und Plan für die Streitkräfte – Verantwortung für Europa » [Conception globale de la défense militaire. Stratégie militaire et plan pour les forces armées – Une responsabilité pour l'Europe], Ministère fédéral de la Défense allemand, avril 2026, disponible sur : www.bmvg.de.

d'État. C'est aussi la prédation de savoir-faire à travers des *joint-ventures* facilitant un transfert technologique d'entreprises étrangères à des entreprises chinoises et créant une situation de concurrence déloyale par rapport à leurs homologues européennes, couplée à une fermeture progressive aux entreprises étrangères, une fois le savoir-faire convoité acquis, dans le cadre d'une stratégie de « double circulation », qui inquiétait – du moins jusqu'à présent – (la Chine étant désormais en capacité de produire des biens d'une qualité au moins équivalente à l'Allemagne dans de nombreux domaines ce qui engendre des craintes supplémentaires). D'autant que Berlin accuse en effet un déficit commercial de 89 milliards d'euros par rapport à Pékin, soit plus de 20 milliards d'euros de plus qu'en 2024⁵⁰ et une multiplication par quatre depuis 2020⁵¹ (cf. Graphique 3). En termes d'exportations, cependant, celles de l'Allemagne vers la Chine ont diminué de 10 points de pourcentage en 2025 par rapport à 2024⁵². En revanche, inversement, la Chine exporte massivement vers l'Europe en reroutant vers l'UE les produits qu'elle ne peut exporter vers les États-Unis en raison des mesures restreignant le commerce de Donald Trump⁵³. Par ailleurs, l'Allemagne a du mal à se défaire de ses dépendances tant la Chine est indispensable pour son approvisionnement en minéraux critiques, en terres rares et en biens électroniques, et tant certains secteurs économiques, comme l'industrie automobile ou la chimie allemandes, voient en la Chine un débouché incontournable. À ce propos, dans son discours à la Bertelsmann Stiftung en mars 2025, Lars Klingbeil s'interrogeait sur la responsabilité des grands constructeurs automobiles allemands qui délocalisent leur production de batteries en Chine ou en Europe de l'Est et pour lesquels il faut se demander : « Où est passé le patriotisme économique allemand ?⁵⁴ », expliquant que ces décisions sont lourdes de conséquences en termes de pertes d'emplois, de savoir-faire technologique et de valeur ajoutée pour la base industrielle allemande. « Le rendement à court terme ne doit pas être le seul critère d'investissement. C'est faire preuve d'un manque de vision, surtout en période de bouleversements majeurs⁵⁵ », insistait-il. Cet avertissement fait écho à celui de Friedrich Merz, lancé en janvier 2025, avant qu'il ne devienne chancelier, lors d'un discours tenu à la Körber Stiftung, où il alertait sur le risque d'investir en Chine et en appelait à la responsabilité des entreprises à

50. Calculs se basant sur les sources suivantes : « Aus- und Einfuhr (Außenhandel): Deutschland, Jahre, Länder (2020-2025) » [Exportations et importations (commerce extérieur) : Allemagne, par année et par pays (2020-2025)], Code: 51000-0003, Statistisches Bundesamt (Destatis), disponible sur : www.destatis.de.

51. *Ibid.*

52. *Ibid.*

53. C. Schlautmann, « Trump und Xi verschieben Lieferketten – Ängste bestätigen sich » [Trump et Xi réorganisent les chaînes d'approvisionnement – les craintes se confirment], *Handelsblatt*, disponible sur : www.handelsblatt.com.

54. L. Klingbeil, « Reformen für ein starkes Land », *op. cit.*

55. *Ibid.*

être vigilantes dans leurs activités en Chine. De plus, il les mettait en garde de demander de l'aide au gouvernement pour les sauver en cas de problèmes avec Pékin⁵⁶. Dans ce discours, Merz explique que la Chine appartient à un « axe des autocraties⁵⁷ ».

Cela tranche avec le concept de « partenariat stratégique » entre les deux pays, ravivé par le chancelier Merz lors de sa visite d'État à Pékin, neuf mois après son entrée en fonction⁵⁸. Une illustration du malaise de l'Allemagne face à la Chine est sa réticence à mettre en place des droits compensateurs contre les constructeurs de véhicules électriques chinois. Cette réticence s'explique par la crainte de possibles mesures de rétorsion chinoises. De la même manière, les contrôles aux exportations sur les minéraux critiques de la part de Pékin rappellent à Berlin la vulnérabilité de ses chaînes de valeur. Si l'Allemagne s'est dotée d'une stratégie globale vis-à-vis de la Chine en 2023 constatant un durcissement des relations sino-germaniques et entériner l'ambition d'une réduction de ses vulnérabilités à l'égard de Pékin, les entreprises allemandes fortement présentes sur le marché chinois ont un avis plus contrasté en la matière comme en témoigne en avril 2025 une lettre de la part d'une trentaine de chefs d'entreprise allemands à destination du gouvernement de Friedrich Merz appelant à un rapprochement avec la Chine⁵⁹. D'autant que celle-ci se présente comme le défenseur d'un commerce mondial basé sur des règles contrairement à des États-Unis de plus en plus imprévisibles en la matière⁶⁰. Pendant ce temps, les entreprises chinoises raflent de plus en plus de marchés au détriment des entreprises allemandes, situation qui est qualifiée de « China shock 2.0 » outre-Rhin⁶¹.

En dehors du durcissement des relations avec la Russie, les États-Unis et la Chine, qui affectent l'économie allemande, les instabilités régionales, comme la guerre en Iran, ajoutent un défi à la relance économique espérée en Allemagne. Cette guerre se traduit en effet par une hausse des coûts énergétiques et une crainte de pénurie de biens qui transitent par le détroit d'Ormuz. Dans l'hebdomadaire allemand *Die Zeit*, le journaliste

56. « Friedrich Merz zu außen- und europapolitischen Prioritäten für Deutschland » [Friedrich Merz s'exprime sur les priorités de l'Allemagne en matière de politique étrangère et européenne], Fondation Körber, 23 janvier 2025, disponible sur : www.koerber-stiftung.de.

57. *Ibid.*

58. H. Roßbach, « Der Kanzler kritisiert nur leise » [Le chancelier ne fait que formuler de légères critiques], *Süddeutsche Zeitung*, disponible sur : www.sueddeutsche.de.

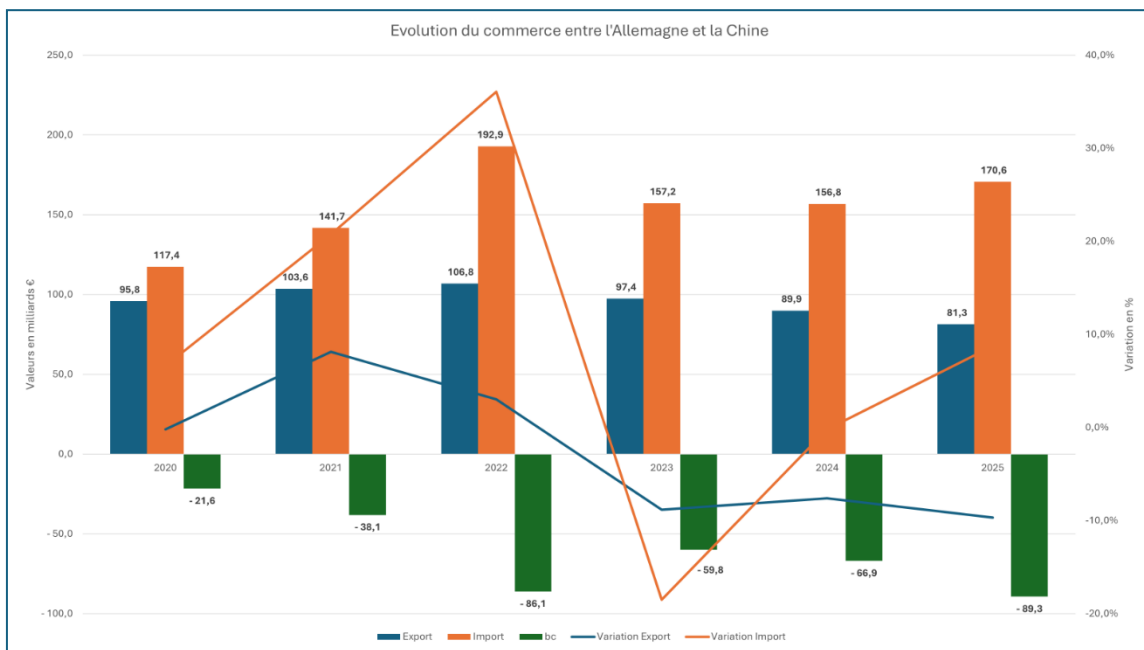
59. J. Löhr et G. Theile, « Braucht Deutschland eine neue China-Strategie? » [L'Allemagne a-t-elle besoin d'une nouvelle stratégie vis-à-vis de la Chine ?], *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 14 avril 2025, disponible sur : www.faz.net.

60. G. Theile, « Von Trump attackiert, von Xi hofiert » [Attaqué par Trump, courtoisé par Xi], *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 28 mars 2025, disponible sur : www.faz.net.

61. M. Benninghoff, S. Gusbeth *et al.*, « Lieferketten am Limit – Deutschland in der Falle » [Les chaînes d'approvisionnement à bout de souffle – L'Allemagne au pied du mur], *Handelsblatt*, 3 novembre 2025, disponible sur : www.handelsblatt.com.

Mark Schieritz craint une « année perdue⁶² » pour l'économie allemande. L'institut économique Ifo pronostique dans un scénario de désescalade une croissance de 0,8 % pour l'année 2026, soit 0,2 point de pourcentage de moins qu'initialement pronostiqué, et une croissance de 1,2 % pour 2027. Il pronostique, en revanche, que, dans un scénario d'escalade, la croissance pourrait n'atteindre que 0,6 % en 2026 et 0,8 % en 2027⁶³.

Graphique 3 : Évolution du commerce entre l'Allemagne et la Chine (2020-2025) en milliards d'euros



Source : *Calculs se basant sur « Aus- und Einfuhr (Außenhandel): Deutschland, Jahre, Länder (2020-2025) », Code : 51000-0003, Statistisches Bundesamt (Destatis), disponible sur : www.destatis.de. Graphique réalisé par Tristan Feucher © Ifri, 2026.*

L'exposition de ces fragilités du modèle économique allemand, reposant, d'une part, sur les importations d'intrants dont il a besoin pour sa base industrielle et, d'autre part, sur les exportations des biens produits, devient un risque pour la prospérité du pays⁶⁴. Cela pose la question d'une réorientation de l'économie allemande qui se matérialise, au-delà d'une recherche croissante de nouveaux partenaires commerciaux, par une stimulation de la consommation intérieure afin de se défaire de la dépendance à la croissance extérieure.

62. M. Schieritz, « Deutsche Wirtschaft | Deutschland droht schon wieder ein verlorenes Jahr » [Économie allemande | L'Allemagne risque une nouvelle fois de connaître une année perdue], *Die Zeit*, 16 mars 2026, disponible sur : www.zeit.de.

63. « Irankrieg bremst Konjunktur in Deutschland » [La guerre en Iran freine la conjoncture en Allemagne], *Der Spiegel*, 12 mars 2026, disponible sur : www.spiegel.de.

64. M. Koch, « Kommentar: Merz-Frust – Wer übellaunig startet, kann es gleich lassen » [Commentaire : La frustration de Merz – Quand on commence de mauvaise humeur, autant ne pas s'y mettre], *Handelsblatt*, 2 avril 2025, disponible sur : www.handelsblatt.com.

La mobilisation de moyens : entre saupoudrage et réforme structurelle

Dans ce contexte et afin de redynamiser l'économie du pays, en mars 2025, la CDU, la CSU et le SPD, avec le soutien des Verts, ont modifié la Loi fondamentale (Constitution allemande) pour mettre en place d'une part le SVIK sur 12 ans et, d'autre part, un assouplissement du frein à la dette pour les dépenses militaires dépassant 1 % du PIB. Ils ont dû, pour cela, obtenir une majorité des deux tiers au Bundestag, nécessaire pour aboutir à une révision constitutionnelle. Outre ces mesures qui représentent une rupture avec une politique traditionnellement marquée par une orthodoxie budgétaire outre-Rhin, le nouveau gouvernement a cherché à faire passer des mesures visant à rendre plus attrayante la base économique allemande, en perte de compétitivité, ce qui est globalement bien accueilli par la communauté d'affaires allemande.

Une révision constitutionnelle pour doter le gouvernement allemand des marges de manœuvre financières nécessaires afin de relancer l'économie

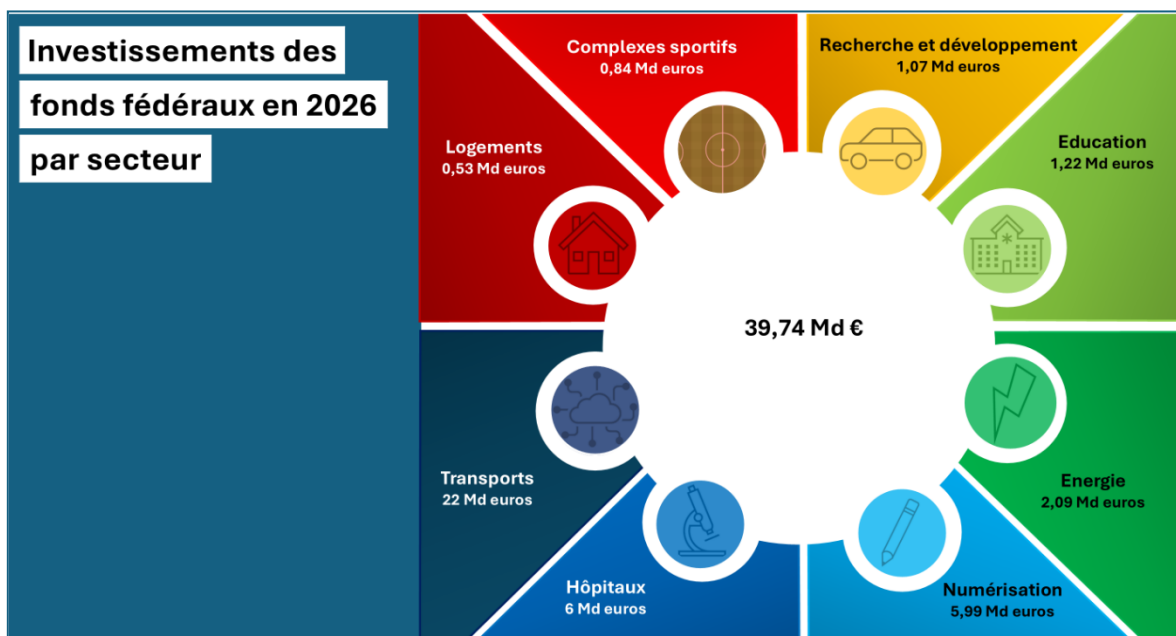
L'assouplissement du frein à la dette est censé offrir à l'Allemagne la possibilité de combler son retard militaire et d'atteindre l'objectif de consacrer 5 % de son PIB à la défense (dont 3,5 % en « défense pure » et 1,5 % en investissements de défense au sens large, tels que la cybersécurité et la mobilité militaire), comme elle s'est engagée à le faire lors du sommet de l'OTAN à La Haye en juin 2025. En toile de fond de l'attention croissante de l'Allemagne pour l'augmentation de ses capacités militaires afin de devenir la première armée conventionnelle d'Europe⁶⁵ se trouvent la menace persistante que représente la Russie pour la sécurité européenne et la question de la pérennité du soutien des États-Unis à l'Ukraine et de leur contribution à la sécurité européenne en général. C'est ainsi qu'un

65. F. Merz, « Rede von Bundeskanzler Merz bei der Münchner Sicherheitskonferenz, "Unsere Freiheit behaupten wir mit unseren Nachbarn" » [Discours du chancelier fédéral Merz à la Conférence de Munich sur la sécurité, « Nous défendons notre liberté avec nos voisins »], 13 février 2026, disponible sur : www.bundesregierung.de.

assouplissement du frein à la dette pour les dépenses militaires dépassant 1 % du produit intérieur brut (PIB) allemand a été décidé⁶⁶.

Le « pendant civil » de ces mesures est la mise en place d'un fonds de 500 milliards d'euros qui doivent pallier le retard pris dans les investissements au profit des infrastructures, et notamment bénéficier aux transports, aux hôpitaux, aux infrastructures énergétiques, à l'éducation, à la recherche et au développement (R&D), au numérique, aux complexes sportifs et aux logements (cf. Graphique 4). Un cinquième de la somme sera dévolu aux *Länder* et le reste sera déployé au niveau fédéral. Par ailleurs, un cinquième de cette somme est prévu pour un Fonds de transformation climatique (cf. Graphique 5).

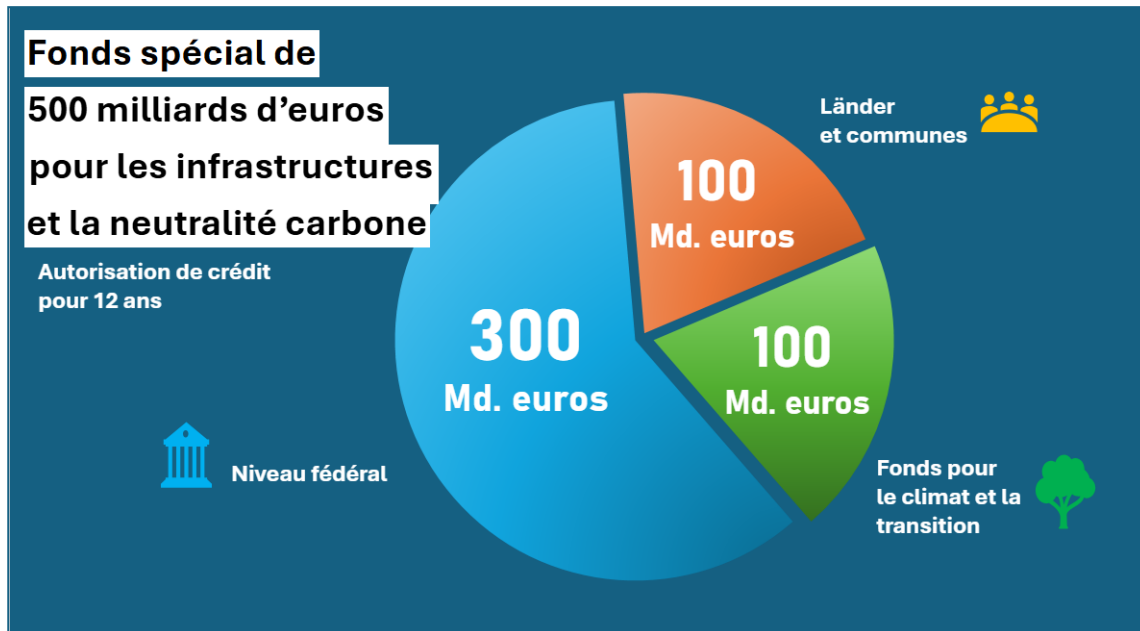
Graphique 4 : Répartition du SVIK par secteurs



Source : « Das Sondervermögen für Infrastruktur und Klimaneutralität » [Le fonds dédié aux infrastructures et à la neutralité carbone], Ministère fédéral des Finances, disponible sur : www.bundesfinanzministerium.de. Graphique réalisé par Tristan Feucher © Ifri, 2026.

66. Friedrich Merz invoque l'évolution rapide de la situation en matière de politique étrangère. Il fait ainsi référence au désengagement des États-Unis vis-à-vis de l'Europe, tel que le promet le président américain Donald Trump : « Je tiens à le dire très clairement : face aux menaces qui pèsent sur notre liberté et la paix sur notre continent, notre défense doit désormais elle aussi obéir à la devise : « Whatever it takes ». Friedrich Merz justifie également le SVIK par les dépenses de défense : « Bei den Staatsfinanzen wird geklotzt, nicht gekleckert » [En matière de finances publiques, on ne lésine pas], Deutschlandfunk, 22 mars 2025, disponible sur : www.deutschlandfunk.de.

Graphique 5 : Répartition du SVIK entre le niveau fédéral, les Länder et communes, et le Fonds pour le climat et la transition



Source : « Das Sondervermögen für Infrastruktur und Klimaneutralität », *op. cit.*
Graphique réalisé par Tristan Feucher © Ifri, 2026.

Pour faire passer ces mesures qui nécessitaient une révision constitutionnelle, il a fallu atteindre une majorité des deux tiers au Bundestag et au Bundesrat. Étant donné la composition du nouveau Bundestag où l'extrême droite et la gauche radicale bénéficient ensemble d'une minorité de blocage, il a été décidé de faire passer cette révision avec les majorités du Bundestag sortant. Cette manière de procéder inorthodoxe a suscité de nombreuses critiques. Par ailleurs, les Verts, désormais dans l'opposition – et dont l'adhésion à ces mesures était nécessaire –, ont donné leur aval à la condition de l'inclusion de l'objectif de neutralité carbone d'ici 2045 dans la *Grundgesetz*, la Loi fondamentale allemande. Autre condition : celle du principe d'« additionalité », visant à s'assurer que l'argent déployé ne soit pas utilisé pour financer des dépenses courantes déjà prévues dans le budget ou des promesses électorales mais pour des projets d'infrastructures durables qui apporteront un réel stimulus à long terme à l'économie allemande⁶⁷ (cf. Annexe 1). Notons que sous le précédent gouvernement de la coalition « feu tricolore », au sein duquel les Verts avaient été particulièrement favorables à davantage de souplesse budgétaire, leurs ambitions ont été stoppées net par les conservateurs – alors dans l'opposition, en soutien aux

67. L'« additionalité » s'applique lorsque le budget principal atteint déjà un taux d'investissement d'au moins 10 %. Les investissements supplémentaires dans les domaines définis peuvent alors être financés par le SVIK. Le gouvernement fédéral garantit ainsi que les investissements seront plus importants que les années précédentes. Cf. « Das Sondervermögen für Infrastruktur und Klimaneutralität », *op. cit.*

Libéraux – qui étaient, eux, au gouvernement. Le revirement des conservateurs, une fois au pouvoir après l'élection fédérale de 2025, consistait à assouplir le frein à la dette pour lancer un projet d'investissement sans précédent dans les infrastructures et la défense, suscitant ainsi beaucoup de critiques et d'amertume chez les Verts. Eux-mêmes, qui avaient été contraints d'accepter le refus des partis conservateurs, ont fini par ouvrir la voie aux conservateurs à une politique plus audacieuse, forte d'un déploiement de sommes importantes. On peut rappeler qu'un fonds spécial de 100 milliards d'euros pour moderniser l'armée allemande avait déjà été mis en place en 2022 dans un contexte d'invasion russe en Ukraine et que son périmètre a été limité à la Bundeswehr, comme cela avait été souhaité par la CDU et la CSU, tandis que les Verts auraient souhaité l'élargir à la défense cyber et la protection civile – mais potentiellement également à l'aide humanitaire et à la sécurité énergétique –, considérant que la menace russe inclut des aspects hybrides qui doivent tout autant être combattus que la guerre conventionnelle⁶⁸. Cela explique peut-être les exigences des Verts pour s'assurer que les fonds du SVIK sont employés de manière responsable. Ces exigences sont partagées au sein du parti conservateur, où ces mesures, allant à contre-courant de la politique traditionnelle du parti, ont également suscité de nombreuses critiques. Il est cependant acquis au sein de la communauté d'experts que le frein à la dette a, par le passé, empêché une croissance plus importante en Allemagne et les investissements d'avenir dont l'Allemagne aurait eu besoin pour être plus compétitive aujourd'hui. En d'autres termes, le frein à la dette, au sens strict, a également été un frein au dynamisme économique. Forts de ce constat, il est à noter que les coalitions, CDU/CSU et SPD, ont prévu dans le contrat de coalition qu'une commission d'experts devra redéfinir de manière durable les règles du frein à la dette.

Cela traduit le fait que les mesures annoncées en début d'année 2025 n'apportent qu'une solution provisoire. Encouragées par des institutions comme la Bundesbank⁶⁹ et le Fonds monétaire international⁷⁰ – qui avaient fortement suggéré à l'Allemagne de mener une politique plus dépensière –, les mentalités sont peut-être en train d'évoluer lentement, sachant toutefois qu'adopter une loi sur la réforme du frein à la dette sera un véritable défi avec les majorités du nouveau Bundestag élu en 2025. D'autant qu'au congrès de la CDU, le 8 décembre 2018, le parti s'était engagé à ne pas

68. C. von Bullion, P.-A. Krüger *et al.*, « Die Grünen haben so gut wie nichts bekommen » [Les Verts n'ont pratiquement rien obtenu], *Süddeutsche Zeitung*, 31 mai 2022, disponible sur : www.sueddeutsche.de.

69. « Central Government's Debt Brake: Options for Stability-oriented Further Development », *Deutsche Bundesbank Monthly Report*, Banque centrale allemande, avril 2022, disponible sur : www.bundesbank.de.

70. G. Sher, « Options for Creating Fiscal Room for Investment and Other Spending Needs », Fonds monétaire international, juillet 2024, disponible sur : www.imf.org.

coopérer ni avec Die Linke ni avec l'AfD⁷¹, dont certaines voix seraient cependant à présent nécessaires pour réviser la Constitution.

À cela s'ajoute la tournure politique que prend la discussion autour d'une réforme à long terme du frein à la dette, soutenue par le SPD mais qui suscite des critiques auprès des conservateurs de la CDU, le chancelier Friedrich Merz déclarant que la capacité d'endettement maximale de l'Allemagne est atteinte et qu'il n'est par conséquent pas envisageable de contracter des dettes additionnelles. Le SPD, lui, est convaincu que pour rendre la base économique de l'Allemagne plus efficace, pour investir dans les technologies d'avenir et afin d'éviter que la rigueur budgétaire ne mène à un vieillissement des infrastructures à l'avenir, il s'agit de trouver une solution sur le long terme⁷². En raison du blocage des conservateurs en la matière, le SPD conditionne l'aboutissement des discussions sur une réforme électorale, sur laquelle la CDU souhaiterait avancer et pour laquelle une autre Commission a été mise en place au Bundestag, à celui sur la réforme du frein à la dette⁷³. Sur le fond, les avis divergent sur la durée de l'exclusion des dépenses militaires du frein à la dette, cette mesure étant considérée comme provisoire. Le SPD craint qu'une fin trop rapide de l'exclusion des dépenses en matière de défense du frein à la dette ne mène à des coupes budgétaires dans d'autres domaines, en guise de compensation. En outre, les représentants du SPD souhaiteraient qu'à l'avenir les investissements soient exonérés de l'application du frein à la dette ce que la CDU/CSU refuse⁷⁴. Reste que dans le contexte de la guerre en Iran et des défis que cela représente en termes d'augmentation des coûts énergétiques, d'insécurité pour les entreprises en termes d'investissements et de crainte que cela engendre quant à de possibles pénuries de certains biens et énergies qui transitent par le détroit d'Ormuz, certaines voix s'élèvent déjà pour demander l'activation de la clause d'urgence pouvant mener à un nouvel assouplissement du frein à la dette⁷⁵.

Une réforme du frein à la dette à plus long terme semble compromise par les majorités actuelles au Bundestag remettant à plus tard un certain

71. « Unsere Haltung zu Linkspartei und AfD » [Notre position vis-à-vis du Parti de gauche et de l'AfD], CDU, 7 février 2020, disponible sur : www.cdu.de.

72. « Staatsverschuldung: SPD widerspricht Merz bei Reform der Schuldenbremse » [Dette publique : le SPD contredit Merz sur la réforme du frein à l'endettement], *Handelsblatt*, 11 mars 2026, disponible sur : www.handelsblatt.com.

73. R. Roßmann et V. Timmler, « Wahlrecht und Schuldenbremse | Zwei Kommissionen, kein Ergebnis » [Droit de vote et frein à l'endettement | Deux commissions, aucun résultat], *Süddeutsche Zeitung*, 10 mars 2026, disponible sur : www.sueddeutsche.de.

74. M. Greive et J. Hildebrand, « Koalition: Reformkommission zur Schuldenbremse in zentralen Punkten uneinig » [Coalition : la commission de réforme sur le frein à l'endettement en désaccord sur des points essentiels], *Handelsblatt*, 30 janvier 2026, disponible sur : www.handelsblatt.com.

75. M. Greive et J. Hildebrand, « Iran-Krieg: Muss die Schuldenbremse erneut ausgesetzt werden? » [Guerre en Iran : faut-il suspendre à nouveau le frein à l'endettement ?], *Handelsblatt*, 16 mars 2026, disponible sur : www.handelsblatt.com.

nombre de décisions pour l'avenir auxquelles les entreprises s'attendent dans un esprit de sécurité de planification. À cela s'ajoutent des calculs politiques.

Des mesures supplémentaires pour renforcer la compétitivité de la base économique allemande

En complément de l'assouplissement du frein de la dette et du SVIK, l'Allemagne se dote de programmes visant à accroître l'attractivité de la base économique allemande. Pendant la campagne pour les élections législatives de février 2025 la CDU de Friedrich Merz, avait promis un « tournant économique » (*Wirtschaftswende*⁷⁶) à l'aide d'un « Agenda 2030⁷⁷ », en référence à l'« Agenda 2010 » de Gerhard Schröder au début des années 2000, qui avait consisté en d'importantes réformes sociales et réformes du marché du travail suscitant d'amples critiques mais qui est généralement également considéré comme ayant permis un regain de croissance en Allemagne post-réunification. Dans cette veine, le gouvernement Merz a présenté un « Projet de loi pour un programme d'investissement fiscal immédiat visant à renforcer la base économique de l'Allemagne⁷⁸ ». Celui-ci comprend des mesures en soutien à la compétitivité comme la baisse de l'impôt sur les sociétés de 15 à 10 % à partir de 2028, des allègements fiscaux pour les entreprises, notamment sur l'achat de véhicules de fonction électriques, ou encore des amortissements de 30 % sur l'achat de biens d'équipement pour les entreprises à compter du 1^{er} juillet 2025 et jusqu'en 2027⁷⁹. Ces allègements devraient représenter au total une somme de 46 milliards d'euros jusqu'en 2029⁸⁰.

En complément de ces mesures, différents ministères entendent démontrer que leur priorité est de redonner du dynamisme à l'économie allemande, encouragés en cela par divers instituts économiques allemands comme le DIW Berlin, le Kiel Institut, le RWI Essen, l'Ifo München et l'IWH Halle, qui, au mois de septembre 2025, ont établi un diagnostic sur l'état de l'économie du pays et sur les priorités sur lesquelles le

76. J. Olk, « Wirtschaftswende-Versprechen nach einem Jahr kaum erfüllt » [Un an après, les promesses de relance économique sont à peine tenues], *Handelsblatt*, 23 février 2026, disponible sur : www.handelsblatt.com.

77. « Agenda 2030 – Neuer Wohlstand für Deutschland, Beschluss des Bundesvorstandes der CDU Deutschlands » [Agenda 2030 – Une nouvelle prospérité pour l'Allemagne, décision du comité directeur fédéral de la CDU allemande], CDU, 10/11 janvier 2025, disponible sur : www.cdu.de.

78. « Growth Booster to Strengthen Germany as a Business Location », Gouvernement fédéral allemand, 4 juin 2025, disponible sur : www.bundesregierung.de.

79. *Ibid.*

80. A.-S. Chassany, « Friedrich Merz Plans €46bn Corporate Tax Breaks to Revive German Economy », *Financial Times*, 4 juin 2025.

gouvernement doit agir⁸¹. Au-delà des conseils des instituts économiques, le chancelier, le ministre des Finances et la ministre de l'Économie et de l'Énergie mènent également un étroit dialogue avec de grandes corporations comme la fédération de l'automobile, de l'acier, de l'industrie des machines-outils, ou encore avec la Confédération des employeurs allemands (BDA), la Fédération de l'industrie allemande (BDI), la Chambre allemande de commerce et d'industrie (DIHK) et la Confédération allemande de l'artisanat (ZDH). En outre, de manière à mieux prendre en compte les problématiques des petites et moyennes entreprises (PME), une déléguée aux PME du gouvernement fédéral a été nommée⁸². Ces nombreux échanges visent à doter le gouvernement d'une vision holistique des problématiques rencontrées sur le « Standort Deutschland » afin d'y remédier en ayant un aperçu le plus complet possible dans une démarche *bottom-up*.

En outre, le gouvernement entend se focaliser sur des secteurs d'avenir pour accroître la compétitivité de l'Allemagne mais aussi sur la réduction des lourdeurs administratives pénalisant les entreprises. Ainsi, parmi les priorités figurent la simplification et un « programme fédéral de modernisation⁸³ » qui se focalise sur cinq thèmes clés : moins de bureaucratie ; des procédures plus rapides ; des structures étatiques plus efficaces, résilientes et orientées vers l'efficacité ; des procédures numériques et une législation de qualité.

Parmi les secteurs recevant une attention toute particulière du gouvernement, figure le numérique, avec un ministère dédié en la matière, le « ministère chargé du numérique et de la modernisation de l'État », occupé par Karsten Wildberger (CDU). À cela s'ajoute le spatial avec également un ministère dédié à cet aspect intitulé « Ministère fédéral de la Recherche, de la Technologie et de l'Aérospatial », dirigé par Dorothee Bär (CSU). D'autres technologies sont en ligne de mire du gouvernement comme la fusion nucléaire, le quantique ou encore l'intelligence artificielle.

L'arrivée du gouvernement Merz a globalement été saluée par la communauté des affaires en Allemagne. Selon les mots Peter Leibinger, le président de la Fédération des industries allemandes, « [l]e gouvernement fédéral a pris un bon départ, il aborde les bons sujets, » citant comme

81. J. Olk, « Ökonomen legen Zwölf-Punkte-Plan für Deutschland vor » [Des économistes présentent un plan en douze points pour l'Allemagne], *Handelsblatt*, 25 septembre 2025, disponible sur : www.handelsblatt.com.

82. Il s'agit de Gitta Connemann (CDU). In : J. Olk, « Mittelstand übt scharfe Kritik an der Bundesregierung » [Les petites et moyennes entreprises critiquent vivement le gouvernement fédéral], *Handelsblatt*, 5 octobre 2025, disponible sur : www.handelsblatt.com.

83. J. Fokuhl, M. Greive *et al.*, « Bürokratieabbau: Bund und Länder planen große Staatsreform » [Réduction de la bureaucratie : l'État fédéral et les Länder prévoient une grande réforme de l'administration], *Handelsblatt*, 2 décembre 2025, disponible sur : www.handelsblatt.com.

exemples les allègements fiscaux et la réduction de la bureaucratie⁸⁴. C'est l'impression d'un nouvel élan pour l'économie qui est donné, le but étant que les investissements publics annoncés redonnent confiance aux acteurs privés qui, par effet d'entraînement, injecteraient également des investissements dans l'économie allemande. Les 500 milliards d'euros sont considérés comme un « booster des investissements » (« *Investitionsbooster*⁸⁵ »). Par effet de ricochet, on espère donc un *crowd-in* qui multiplierait les effets des mesures prises et mènerait à un rebond économique d'autant plus important.

À ce propos, on peut noter la création d'un « *Deutschlandfonds*⁸⁶ » qui s'insère dans un projet appelé « *Made for Germany* » annoncé en juillet 2025 lorsque de grandes entreprises, telles que Siemens, Deutsche Bank, Volkswagen, Porsche, Mercedes-Benz, SAP... promettaient d'investir plus de 600 milliards d'euros d'ici 2028 en Allemagne. Dans l'optique d'annoncer une confiance retrouvée dans le « Standort Deutschland », le chancelier, recevant plus de 60 entreprises à la chancellerie pour l'occasion, considérait que l'Allemagne était « à l'aube de l'un des plus grands projets d'investissement que l'Allemagne ait connus ces dernières décennies⁸⁷ ». Une confiance que Friedrich Merz entend renforcer par la nomination de l'ancien banquier Martin Blessing comme commissaire du gouvernement aux investissements⁸⁸. Son rôle est d'attirer davantage de capitaux privés pour compléter la hausse prévue des dépenses publiques. Il s'agit donc d'améliorer l'attractivité de la base industrielle allemande, et l'Allemagne entend se présenter comme une destination sûre pour les investissements, où s'applique l'état de droit, ce qui confère une certaine prévisibilité, fortement appréciée par les investisseurs dans un contexte international par ailleurs très perturbé.

On peut également noter un possible début de changement de mentalités au sein de la communauté des affaires quant aux rapports que devraient entretenir les représentants de l'économie et de la politique. Ainsi, Peter Leibinger appelle à la « résilience » et à la « souveraineté », ainsi qu'à une « nouvelle forme de collaboration entre la politique et l'économie » à travers une « stratégie technologique commune » sur l'industrie de la défense, les nouvelles technologies et la sécurisation des matières premières,

84. D. Delhaes, J. Fokuhl et al., « Kanzler Merz' Neun-Punkte-Plan für die Wirtschaft » [Le plan en neuf points du chancelier Merz pour l'économie], *Handelsblatt*, 23 juin 2025, disponible sur : www.handelsblatt.com.

85. Y. Osman, D. Schwarz et al., « Sewing sieht Stabilität der Kapitalmärkte gefährdet » [Sewing estime que la stabilité des marchés financiers est menacée], *Handelsblatt*, disponible sur : www.handelsblatt.com.

86. M. Greive et J. Olk, « 130 Milliarden Euro für die Wirtschaftswende » [130 milliards d'euros pour la transition économique], *Handelsblatt*, 18 décembre 2025, disponible sur : www.handelsblatt.com.

87. Déclaration du chancelier concernant l'initiative « Made for Germany » - Kraftvolles Signal für mehr Investitionen in Deutschland, gouvernement fédéral allemand, 21 juillet 2025, disponible sur : www.bundesregierung.de.

88. « German Government Names Former Commerzbank CEO Martin Blessing as Commissioner for Increasing Foreign Investment », Reuters, 22 septembre 2025, disponible sur : www.reuters.com.

ce qui marque un changement de rhétorique dans une Allemagne où le monde des affaires et le monde de la politique s'entremêlent habituellement peu. Peut-être cela est-il d'ailleurs dû au profil de Peter Leibinger, président-directeur général (P.-D.G.) de Trumpf, entreprise spécialisée dans la fabrication de lasers en fait un maillon essentiel dans la chaîne logistique des puces ultra-sophistiquées, qui se trouve dans la tourmente des enjeux géoéconomiques et de la rivalité sino-américaine. En effet, elle est tout autant touchée que les entreprises Zeiss, ou la plus connue ASML (qu'elle fournit en lasers), par l'entrave à leur liberté d'exporter leurs produits vers la Chine après un accord entre les États-Unis, le Japon et les Pays-Bas sous l'administration américaine précédente.

Malgré un accueil globalement favorable du gouvernement par la communauté des affaires, un scepticisme persiste sur la capacité de relever l'ampleur du défi auquel est confronté le « Standort Deutschland ». En décembre 2025, Peter Leibinger déclarait auprès de l'Agence de presse allemande que « la base industrielle allemande travers[ait] une crise sans précédent⁸⁹ », parlant même d'une « chute libre⁹⁰ ». Il estimait que le recul de la production industrielle en 2025 était de 2 points de pourcentage par rapport à l'année précédente, qualifiant la situation dans laquelle se trouve l'Allemagne non pas de simple « creux conjoncturel⁹¹ » mais de véritable « déclin structurel⁹² », chiffres à l'appui, avec un taux d'utilisation des capacités des usines chimiques de 70 % et une situation guère plus réjouissante dans l'industrie des machines-outils et de l'acier. D'après Peter Leibinger, l'industrie allemande perd continuellement de sa substance et la réaction de la part du gouvernement est trop timide face à une perspective inquiétante pour l'emploi et la prospérité en Allemagne. Il commentait au passage la nécessité que le SVIK soit utilisé de manière transparente et ne serve pas à financer des dépenses consomptives.

Notons que la relance économique du pays est une priorité pour le chancelier qui a établi, sur ce sujet, un plan en neuf points figurant dans un document interne à la chancellerie⁹³. C'est aussi le ministre des Finances et vice-chancelier Lars Klingbeil, qui, lors d'un discours à la Hertie School le 24 septembre 2025⁹⁴, a détaillé ses six priorités pour renforcer à la fois

89. « Industrie: BDI-Chef Leibinger sieht Standort "im freien Fall" » [Industrie : selon la présidente de la BDI, Mme Leibinger, le site est « en chute libre »], *Handelsblatt*, disponible sur : www.handelsblatt.com.

90. *Ibid.*

91. *Ibid.*

92. *Ibid.*

93. D. Delhaes, J. Fokuhl *et al.*, « Wirtschaftspolitik: Kanzler Merz' Neun-Punkte-Plan für die Wirtschaft » [Politique économique : le plan en neuf points du chancelier Merz pour l'économie], *Handelsblatt*, 23 juin 2025, disponible sur : www.handelsblatt.com.

94. L. Klingbeil, « Eine europäische Agenda: Lars Klingbeil zu Deutschlands Investitionsstrategie und der Zukunft der EU » [Un programme européen : Lars Klingbeil s'exprime sur la stratégie d'investissement de l'Allemagne et l'avenir de l'UE], YouTube, 25 septembre 2025, disponible sur : www.youtube.com.

l'économie européenne et l'économie allemande, deux échelons intrinsèquement liés à ses yeux. D'autre part, le ministère fédéral de l'Économie et de l'Énergie, épaulé d'économistes réputés, comme Veronika Grimm, Justus Haucap, Stefan Kolev et Volker Wieland, a, quant à lui, développé en octobre 2025 un plan en quatre points pour redynamiser le pays⁹⁵.

Cette succession d'annonces, montre que des mesures pour inverser la dynamique économique de ces dernières années, marquées par la stagnation, sont considérées comme une urgence. Ce que le chancelier Friedrich Merz a annoncé en grande pompe comme un « automne des réformes⁹⁶ » impliquant par là un moment difficile en fin d'année 2025 où certaines décisions économiques structurelles fixant un nouveau cap devaient être prises, a cependant déçu par manque de résultats concluants, et a été moqué par certains qui alertaient sur le déferlement d'un « hiver des licenciements⁹⁷ ». C'est en effet un sujet de forte inquiétude, notamment dans les secteurs de la chimie et de l'automobile, pour lesquels les mauvaises nouvelles ne cessent de tomber. Ces développements interviennent à un moment où il faut prendre des décisions claires. Pourtant les arbitrages pour ce faire s'avèrent difficiles.

95. J. Olk, « „Wachstumsagenda“ – Reiches Ökonomen legen Vier-Punkte-Plan vor » [« Programme de croissance » – Les économistes de la droite présentent un plan en quatre points], *Handelsblatt*, 6 octobre 2025, disponible sur : www.handelsblatt.com.

96. « Germany's Much-ballyhooed "Autumn of Reforms" Is a Damp Squib », *The Economist*, 23 octobre 2025, disponible sur : www.economist.com.

97. « Ohne Herbst der Reformen folgt der Winter der Entlassungen » [Sans un automne de réformes, l'hiver des licenciements s'annonce], Initiative Neue Soziale Marktwirtschaft, disponible sur : www.insm.de.

Un changement de cap qui suscite espoirs et inquiétudes

Le revirement allemand par rapport à sa traditionnelle politique de rigueur budgétaire a globalement suscité beaucoup d'espoir auprès des autres États membres de l'UE qui espèrent pouvoir profiter de ces mesures. Même si cela a également pu soulever des inquiétudes relatives à un potentiel creusement des écarts par rapport à une Allemagne, première économie du continent. D'autre part, ces mesures permettent certes au gouvernement allemand de se créer les marges de manœuvre nécessaires pour traduire dans les faits le programme de coalition mais elles ont aussi coûté beaucoup de crédit politique au chancelier en Allemagne. Ce dernier, obligé d'en tenir compte sera sans doute limité dans sa capacité d'action dans d'autres domaines, autant en matière de politique intérieure – où des arbitrages avec son partenaire de coalition s'imposent également – qu'à l'échelle européenne. Au-delà des intérêts politiques tantôt convergents tantôt divergents, la concrétisation des mesures pose question car le déploiement de moyens, aussi volumineux soient-ils, ne saurait suffire si ces sommes ne ruissellent pas de manière efficace vers les bénéficiaires finaux ou qu'ils se trouvent freinés par des procédures d'autorisation qui retardent la mise en œuvre.

Un revirement allemand qui met la lumière sur les arbitrages nécessaires au niveau national et européen

Les arbitrages soulevés par l'assouplissement du frein à la dette et la création du SVIK sont de divers ordres. Pour commencer, ces mesures à elles seules sont le fruit d'un premier arbitrage. Elles ont permis au gouvernement qui allait se mettre en place de se créer des marges de manœuvre nécessaires pour financer la politique prévue dans le contrat de coalition qui allait voir le jour par la suite. L'alternative aurait été de mener une politique moins ambitieuse avec le budget régulier. En créant le SVIK c'est un véritable tabou qui a été brisé, ce qui a été argumenté par la nécessité de faire face à la nouvelle réalité géopolitique. Sur le plan formel, la méthode appliquée de la création d'un fonds spécial pour éluder la question de l'endettement paraît peu orthodoxe. Parler d'un « fonds spécial » est une manière édulcorée pour ne pas employer le terme anxigène de « dette ». On n'est cependant pas dupe outre-Rhin sur les implications du déploiement de ces sommes qui devront être remboursées au plus tard à partir du 1^{er} janvier 2044. Un jury de linguistes a d'ailleurs décerné le prix du « *Unwort des Jahres* », c'est-à-dire

de l'expression la plus usurpée de l'année au SVIK en raison de sa nature trompeuse et euphémique⁹⁸. De précédents « fonds spéciaux » avaient déjà été lancés auparavant, comme un fonds spécial pour moderniser l'armée allemande mis en place en 2022. Sur le fond, durant la campagne électorale, la CDU de Friedrich Merz — le parti qui avait remporté les élections — avait fermement rejeté toute idée d'assouplissement du frein à la dette. En adoptant ensuite la position inverse, une partie de l'électorat de la CDU s'était sentie trahie. Friedrich Merz a donc engagé beaucoup de crédit politique pour que cette mesure voie le jour. Les critiques à son égard ont été le prix à payer pour que le gouvernement entrant se crée une marge de manœuvre confortable pour mener à bien sa politique et se déleste de la pression de devoir chercher des moyens ailleurs pour financer des projets d'infrastructures longtemps négligés mais jugés indispensables.

D'autre part, se pose la question de la compatibilité du SVIK avec le Pacte de stabilité et de croissance (PSC) européen, sur laquelle s'étaient interrogés deux chercheurs du *think tank* bruxellois Bruegel, dont l'un est entre-temps devenu l'économiste en chef du ministère des Finances allemand⁹⁹. La trajectoire des dépenses budgétaires de l'Allemagne et la flexibilité pour augmenter les dépenses de défense ont finalement été approuvées en octobre 2025 par le Conseil de l'UE¹⁰⁰. Le taux d'endettement allemand de 63,5 %¹⁰¹ n'excède que de peu les critères européens de sorte que l'Allemagne dispose encore d'une confortable marge de manœuvre. De plus, le commissaire Valdis Dombrovskis dont le domaine de compétence est l'économie rappelle la « flexibilité supplémentaire » des nouvelles règles si un État membre souhaite investir davantage¹⁰². D'autre part, les investissements publics annoncés seront idéalement complétés par des investissements privés et il est donc à prévoir que leur contribution à la croissance contrebalance la dette créée. Pour cette raison, l'agence de notation Standard and Poors (S&P), qui fait référence pour évaluer la solvabilité financière des États, continue à accorder sa pleine confiance à l'Allemagne et maintient la note « triple A »¹⁰³.

98. « Das „Unwort des Jahres“ lautet „Sondervermögen“ » [Le « mot tabou de l'année » est « fonds spécial »], *Der Spiegel*, 13 janvier 2026, disponible sur : www.spiegel.de.

99. A. Steinbach et J. Zettelmeyer, « Das Milliardenpaket von Merz könnte als Papiertiger enden » [Le plan de relance de plusieurs milliards de Merz pourrait bien n'être qu'un tigre de papier], *Handelsblatt*, 24 avril 2025, disponible sur : www.handelsblatt.com.

100. « Gouvernance économique : le Conseil approuve la trajectoire des dépenses budgétaires de l'Allemagne et la flexibilité pour augmenter les dépenses de défense », Conseil de l'UE, 25 octobre 2025, disponible sur : www.consilium.europa.eu.

101. « Schuldenstandquoten der EU-Mitgliedstaaten Bruttoschulden (konsolidiert) in % des Bruttoinlandsproduktes » [Taux d'endettement des États membres de l'UE : dette brute (consolidée) en % du produit intérieur brut], Destatis, 22 avril 2025, disponible sur : www.destatis.de.

102. J. Diesteldorf, « Brüssel mahnt Deutschland zu Reformen und Schuldenkontrolle » [Bruxelles exhorte l'Allemagne à mener des réformes et à maîtriser sa dette], *Süddeutsche Zeitung*, 4 juin 2025, disponible sur : www.sueddeutsche.de.

103. « Germany 'AAA/A-1+' Ratings Affirmed; Outlook Stable », Standard and Poors, le 13 juin 2025, disponible sur : www.spglobal.com.

Il n'empêche que parmi les économistes allemands les plus sceptiques quant à l'assouplissement du frein à la dette et à la création du SVIK figure la crainte d'un effet inflationniste¹⁰⁴. Ces mêmes économistes envisagent des scénarios où le niveau d'endettement de l'Allemagne pourrait passer à 118 % du PIB en 2040 en cas de mauvaise conjoncture économique et que l'Allemagne ne sache pas parer au choc. En outre, dans les autres pays européens, si on se réjouit globalement de la volonté de l'Allemagne d'investir davantage avec l'espoir de bénéficier de l'effet multiplicateur que cela pourrait créer, on redoute cependant parfois que ces mesures ne renforcent les déséquilibres en faveur de l'Allemagne et ne mènent à un *crowd-out*, et donc à un mouvement où les investisseurs se précipiteraient sur le marché allemand en délaissant les autres marchés européens.

À partir de ce constat, un autre arbitrage s'impose : dans quelle mesure la dimension européenne est-elle amenée à jouer un rôle dans la perspective de rebond économique allemand ? Il est à noter que l'Allemagne tente de plus en plus à gagner en stature à l'échelle européenne, de manière à agir de manière plus affirmée, afin que son poids politique et sa capacité de façonner la politique européenne soient davantage proportionnels à son poids économique. Lors d'une intervention à la Hertie School le 24 septembre 2025 Lars Klingbeil déclarait : « Nous voulons montrer la voie en Europe en tant qu'Allemagne. [...] Il est important pour l'Europe que l'Allemagne assume ce rôle de premier plan. » La plus grande offensive d'investissement que l'Allemagne n'ait jamais connue est vue comme une manifestation de l'incarnation de ce leadership car investir dans les biens publics communs, dans les réseaux transfrontaliers routiers ou énergétiques c'est penser ces investissements à l'échelle européenne. Et Lars Klingbeil de rappeler l'importance d'accroître les moyens propres de l'UE en vue des négociations pour le prochain cadre financier pluriannuel, de davantage tirer profit du marché intérieur en l'approfondissant et de faciliter le financement aux entreprises européennes sur ce marché via l'Union de l'épargne et d'investissement. Défenseur d'une politique industrielle européenne stratégique et d'une préférence européenne (« *Buy European* »), Lars Klingbeil se prononce aussi pour une meilleure coopération européenne en termes d'armements. Sur ces positions défendant une volonté de davantage s'impliquer sur le marché européen, face à un environnement international de plus en plus hostile, les discours du vice-chancelier et du chancelier – et, de manière croissante, de représentants de la communauté des affaires – se rejoignent dans les grandes lignes¹⁰⁵ (cf. Graphique 6).

104. J. Olk, « „Wachstumsagenda“ – Reiches Ökonomen legen Vier-Punkte-Plan vor », *op. cit.*

105. *Eine europäische Agenda: Lars Klingbeil zu Deutschlands Investitionsstrategie und der Zukunft der EU*, Youtube, 24 septembre 2025, disponible sur : www.youtube.com.

Graphique 6 : Déclarations de Christian Sewing, P.-D.G. de la Deutsche Bank, du chancelier Friedrich Merz et du ministre des Finances Lars Klingbeil

<p>Friedrich Merz à la Fondation Körber, 24 janvier 2025</p>	<p>« Retrouver notre capacité d'action cela commence par mettre fin aux querelles publiques incessantes au sein du gouvernement. Il incombe au chancelier fédéral de veiller à ce que les divergences d'opinion au sein de son cabinet soient réglées en interne et que les décisions soient ensuite défendues conjointement vis-à-vis de l'extérieur. Ces dernières années, ces querelles publiques ont eu pour conséquence que ni nos partenaires, ni nos adversaires ne savaient quelle était la position de l'Allemagne sur certaines questions de politique internationale. Sous ma direction, ce flou dans nos positions ne se reproduira pas. La clarté de nos positions n'est pas seulement une question de défense de nos intérêts, mais fait également partie de notre responsabilité en tant que première économie européenne et premier État membre de l'UE. »</p>
<p>Friedrich Merz dans un « Plan à 9 points » interne à la chancellerie, 23 juin 2025.</p>	<p>Priorité 9 : La définition d'un agenda économique franco-allemand, notamment sur la politique à mener vis-à-vis de la Chine, sur la création d'une Union des marchés des capitaux européens ou sur un cloud « souverain » européen.</p>
<p>Christian Sewing, PDG de la Deutsche Bank lors de la présentation de l'initiative « Made for Germany », 21 juillet 2025</p>	<p>« Ensemble, et en étroite collaboration avec le gouvernement fédéral, nous voulons remettre l'Allemagne sur les rails afin de devenir le moteur de la croissance d'une Europe forte. »</p>
<p>Lars Klingbeil à la Hertie School, 24 septembre 2025</p>	<p>« En tant que première économie d'Europe, l'Allemagne assume un rôle de premier plan et une responsabilité de premier plan.[...] nous voulons montrer la voie en Europe en tant qu'Allemagne. [...] Il est important pour l'Europe que l'Allemagne assume ce rôle de premier plan. » Il insistait dans la suite de son discours sur la plus grande offensive d'investissement que l'Allemagne n'ait jamais connue comme manifestation de l'incarnation de ce leadership.</p>
<p>Friedrich Merz à la conférence de sécurité de Munich, 13 février 2026</p>	<ul style="list-style-type: none"> • « La politique des grandes puissances en Europe n'est pas une option pour l'Allemagne. Un leadership fondé sur le partenariat : oui ; des fantasmes hégémoniques : non. Jamais plus, nous, Allemands, ne ferons cavalier seul. C'est là une leçon durable tirée de notre histoire. Nous défendons notre liberté avec nos voisins, uniquement avec nos voisins, nos alliés et nos partenaires. Nous misons sur notre force, notre souveraineté et notre capacité à faire preuve de solidarité mutuelle en Europe » • « Nous le savons : à long terme, nous ne réussirons que si nous emmenons les autres Européens avec nous. C'est ce que nous faisons, et pour nous, Allemands, il n'y a pas d'autre issue. Nous sommes au cœur de l'Europe. Si l'Europe se déchire, l'Allemagne se déchire. »
<p>Lars Klingbeil à la Fondation Bertelsmann, le 25 mars 2026</p>	<ul style="list-style-type: none"> • « [J]e veux que l'Allemagne assume ses responsabilités en Europe et dans le monde. » • « Nous avons connu des moments qui ont mis en évidence nos faiblesses. Des moments où nous étions vulnérables au chantage. Sur les questions énergétiques. Ou lors des négociations douanières avec les États-Unis. Mais nous avons également constaté à quel point notre propre force élargissait notre marge de manœuvre. Lorsque nous, Européens, avons fait front commun et avons clairement tenu tête au président Trump au sujet du Groenland. » • « Bruxelles est trop lente. Cela ne correspond pas au monde dans lequel nous vivons actuellement. C'est pourquoi j'ai lancé, en début d'année, le format E6 en collaboration avec mon homologue français. Je veux que les six plus grandes économies de l'UE accélèrent le rythme. Depuis mon premier jour au ministère des Finances, je fais pression pour que nous simplifions le marché européen des capitaux et supprimions les obstacles à l'investissement dès 2026. Cela nous rendra plus forts et plus indépendants. »

Sources : « Friedrich Merz zu außen- und europapolitischen Prioritäten für Deutschland », Fondation Körber, 23 janvier 2022 ; D. Delhaes, J. Fokuhl et al., « Kanzler Merz' Neun-Punkte-Plan für die Wirtschaft », Handelsblatt, 23 juin 2025 ; « Statement des Bundeskanzlers zur Unternehmensinitiative „Made for Germany“ –Kraftvolles Signal für mehr Investitionen in Deutschland », gouvernement fédéral allemand, 21 juillet 2025 ; « „Eine europäische Agenda“ – Lars Klingbeil zu Deutschlands Investitionsstrategie und der Zukunft der EU », YouTube, 24 septembre 2025 ; « Rede von Bundeskanzler Merz bei der Münchner Sicherheitskonferenz „Unsere Freiheit behaupten wir mit unseren Nachbarn“ », gouvernement fédéral allemand, 13 février 2026 ; « Lars Klingbeils Plan für die Modernisierung Deutschlands », Fondation Bertelsmann, 25 mars 2026. **Tableau réalisée par l'autrice © Ifri, 2026.**

On peut y voir la prise de conscience dans le milieu politique et d'affaires allemand que les échelons de l'Allemagne et de l'UE sont intrinsèquement liés et que le marché intérieur offre une taille critique permettant aux entreprises européennes de pleinement déployer leur potentiel. Pour atteindre cet objectif il faut rendre le marché intérieur plus efficace et tirer profit de ses atouts, tels que la stabilité et la prévisibilité à travers l'application de l'état de droit¹⁰⁶ et la taille du marché européen qui représente 450 millions de consommateurs potentiels¹⁰⁷. Il y va de la compétitivité de l'UE, au cœur des rapports d'Enrico Letta¹⁰⁸ et de Mario Draghi¹⁰⁹ en 2024, qui n'ont toutefois pas eu les effets escomptés jusqu'à présent¹¹⁰ – puisque l'écart s'est encore creusé face à la Chine et aux États-Unis, et que l'Allemagne en est particulièrement lourdement affectée. Par ailleurs, d'après une étude du FMI (2024), le niveau des barrières commerciales intra-européennes, du fait de l'application de différentes réglementations ou standards, équivaut à un coût *ad valorem* de 44 % pour les produits manufacturés et de 110 % pour les services¹¹¹. Pour cette raison, l'Allemagne en appelle à davantage d'harmonisation et de simplification à l'échelle européenne, ce qui est notamment souligné par le rapport Noyer-Kukies sur la capacité des entreprises innovantes en Europe de lever du capital en Europe¹¹².

Au-delà de l'échelle européenne ce sont aussi les efforts de l'Allemagne à l'international qui s'intensifient. Le fait que Friedrich Merz s'engage davantage sur la scène internationale que son prédécesseur lui a valu le qualificatif de « chancelier dédié aux questions internationales », sous-entendu « davantage investi à l'extérieur qu'à l'intérieur » (*Außenkanzler*¹¹³). Il est cependant soucieux de ne pas donner l'impression de délaisser la politique intérieure pour autant. Ainsi, selon la Chancellerie,

106. « Emmanuel Macron Declares a European State of Emergency », *op. cit.*

107. « Special Address by President von der Leyen at the World Economic Forum », Commission européenne, 20 janvier 2026, disponible sur : www.ec.europa.eu.

108. E. Letta, « Much More Than a Market », Conseil européen et conseil de l'UE, avril 2024, disponible sur : www.consilium.europa.eu.

109. M. Draghi, « L'avenir de la compétitivité européenne », Commission européenne, septembre 2024, disponible sur : www.commission.europa.eu.

110. Sur les 383 recommandations du rapport, seules 43 ont commencé à être mises en œuvre, soit un peu plus de 11 %, selon le décompte effectué par le groupe de réflexion European Policy Innovation Council. Voir « Draghi Observatory & Implementation Index: Only 1 in 10 Measures Implemented », European Policy Innovation Council 4 septembre 2025, disponible sur : <https://thinkpic.eu>.

111. D'après une étude du FMI (2024), le niveau élevé des barrières commerciales intra-européennes équivaut à un coût *ad valorem* de 44 % pour les produits manufacturés et de 110 % pour les services. Cf. « A Recovery Hort Of Europe's Full Potential », Fonds monétaire international, octobre 2024 : disponible sur : www.imf.org.

112. J. Kukies et C. Noyer (rapporteurs), « Financer les entreprises innovantes en Europe », ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, énergétique et numérique, 19 janvier 2026, disponible sur : www.tresor.economie.gouv.fr.

113. D. Delhaes, J. Fokuhl *et al.*, « Kanzler Merz' Neun-Punkte-Plan für die Wirtschaft » [Le plan en neuf points du chancelier Merz pour l'économie], *Handelsblatt*, 23 juin 2025, disponible sur : www.handelsblatt.com.

une politique économique extérieure dynamique est indispensable au succès de l'économie allemande. Les nombreux déplacements du chancelier ne traduisent donc pas un désintérêt pour la politique intérieure. Au contraire : le chancelier s'estime en mission pour protéger l'économie allemande et promouvoir les attraits de l'Allemagne et de sa base industrielle, notamment pour des investisseurs étrangers. Le chancelier se trouve donc en perpétuelle tension entre une présence en Allemagne et à l'international, en y rajoutant aussi l'échelon européen dont l'Allemagne ambitionne de plus en plus de prendre le leadership.

Autre question qui se pose alors que Friedrich Merz a ouvert les vannes vers un endettement sans précédent pour moderniser les capacités de défense allemandes et créer le SVIK : un endettement à l'échelle européenne auquel l'Allemagne oppose traditionnellement beaucoup de résistance est-il devenu plus probable ? Un pays comme la France, qui caresse cet espoir, est peu susceptible d'obtenir satisfaction sur ce point. Il est en effet peu réaliste d'envisager que Friedrich Merz engage à nouveau son crédit politique sur une question aussi épineuse, qui plus est à l'échelle européenne¹¹⁴, plus abstraite aux yeux des citoyens allemands, d'autant que la popularité de la CDU est lourdement entamée dans la plupart des *Länder* dirigés par le parti. Or la question avait récemment été remise au goût du jour par le président français dans une interview au *Monde* en février 2026¹¹⁵. Emmanuel Macron, se référant aux rapports d'Enrico Letta et de Mario Draghi sur le marché intérieur, estimait que 800 milliards d'euros par an d'investissements publics et privés sont nécessaires pour financer des secteurs stratégiques, comme les *cleantechs*, la chimie, l'acier, l'automobile – et que si l'on y ajoutait la défense, ce chiffre s'élèverait à 1 200 milliards d'euros par an – pour relancer la compétitivité de l'UE, notamment par rapport aux États-Unis et à la Chine. La réaction allemande ne s'est pas laissé attendre : « Le protectionnisme ne peut pas être le modèle de prospérité de l'Europe¹¹⁶ », pouvait-on entendre dire à Berlin. Les *eurobonds* sont en effet un sujet qui fâche, puisque l'Allemagne

114. À ce propos, le Conseil des experts économiques (*Sachverständigenrat*), dans son Rapport annuel 2025/26 estimait : « Les émissions obligataires européennes, auxquelles participerait l'Allemagne en tant que pilier de la stabilité budgétaire, offriraient aux États membres particulièrement endettés de nouvelles opportunités à des conditions plus favorables. Pour l'Allemagne elle-même, cependant, une telle participation serait économiquement peu attrayante et risquée, car elle peut se financer à moindre coût et supporterait, voire engendrerait, des risques plus élevés du fait d'une émission de dette conjointe. [...] Le cas échéant, l'émission conjointe de dette européenne ne pourrait renforcer l'UE que sous des conditions budgétaires et institutionnelles strictes. Elle devrait nécessairement s'accompagner d'un transfert de compétences et de pouvoirs de décision en matière de politique budgétaire au niveau européen, c'est-à-dire d'un approfondissement de l'union politique. » Cf. *Perspektiven für morgen schaffen, Chancen nicht verspielen* – Rapport annuel 2025/26 du Conseil des experts économiques, Conseil des experts économiques, 9 novembre 2025, p. 387, disponible sur : www.sachverstaendigenrat-wirtschaft.de.

115. « Emmanuel Macron : « C'est le moment pour l'UE de lancer une capacité commune d'endettement, à travers des eurobonds », *Le Monde*, 10 février 2026, disponible sur : www.lemonde.fr.

116. T. Gutschker, « Den Ton geben jetzt Merz und Meloni an » [Ce sont désormais Merz et Meloni qui donnent le ton], *FAZ*, 11 février 2026, disponible sur : www.faz.net.

considère qu'un endettement européen où elle serait largement mise à contribution requiert également des efforts des autres partenaires européens, et notamment une gestion des finances publiques plus responsable de la part des États membres les plus endettés.

Il faut en l'occurrence comprendre les pressions qui pèsent sur Friedrich Merz. Rappelons qu'après les élections fédérales, il n'avait pas été élu chancelier lors du premier tour au Bundestag. De nombreux commentateurs spéculaient sur le mécontentement, y compris dans les rangs du parti du chancelier, notamment en raison du revirement sur l'assouplissement au frein à la dette et de la création du SVIK, qui ont pu lui coûter de précieuses voix¹¹⁷. Même s'il a su s'imposer en fin de compte, les mesures prises demeurent un sujet délicat et toujours au sein de son électorat on peut entendre des voix qui n'hésitent pas à souligner le risque d'un clivage inter-générationnel. C'est là un autre arbitrage pour le gouvernement : comment trouver le juste équilibre entre des dépenses entreprises sur la décennie à venir pour redynamiser le pays en engageant des sommes inédites en volume, et, en même temps, faire en sorte que cela rapporte à la fois sur le moyen mais aussi sur le long terme, de sorte que le remboursement des moyens déployés soit le moins douloureux possible pour les jeunes d'aujourd'hui et de demain (Annexe 2) ? Les Jeunes de la CDU, *La Junge Union*, argumentent que créer des dettes aujourd'hui c'est sacrifier les générations futures. Ils ont déposé une motion intitulée « Pas d'assouplissement supplémentaire du frein à la dette » lors du Congrès de la CDU en février 2026¹¹⁸. C'est désormais une ligne rouge avec laquelle Friedrich Merz doit composer et qui réduit la marge de manœuvre du gouvernement.

C'est d'ailleurs sur une ligne de crête qu'avance le gouvernement : d'un côté il y a les sociaux-démocrates qui critiquent l'augmentation des dépenses dans la défense qui est susceptible de mener à des coupes budgétaires dans le domaine social, d'autant que l'effet multiplicateur des dépenses militaires pose question¹¹⁹. De l'autre, il y a ceux qui estiment que

117. « Merz scheitert im ersten Wahlgang bei Kanzlerwahl » [Merz échoue au premier tour de l'élection du chancelier], *Tagesschau*, 6 mai 2025, disponible sur : www.tagesschau.de.

118. M. Greive et J. Hildebrand, « Koalition: Reformkommission zur Schuldenbremse in zentralen Punkten uneinig » [Coalition : la commission de réforme sur le frein à l'endettement en désaccord sur des points essentiels], *Handelsblatt*, 30 janvier 2026, disponible sur : www.handelsblatt.com.

119. Notons que Tom Krebs et Patrick Kaczmarczyk de l'Université de Mannheim ont produit une étude en juin 2025 démontrant que l'effet multiplicateur de dépenses militaires pourrait être de 0,5 ou même nul. « Un euro supplémentaire investi dans l'industrie de l'armement génère donc au maximum 50 centimes de production économique supplémentaire [...]. À titre de comparaison, on peut s'attendre à ce que des investissements ciblés dans les infrastructures publiques aient un multiplicateur budgétaire de 2, et pour le développement des infrastructures de garde d'enfants dans les crèches et les écoles, ce multiplicateur peut même atteindre 3, » écrivent les auteurs de l'étude. « D'un point de vue économique, la militarisation planifiée de l'économie allemande représente un pari risqué avec un faible rendement économique global, » concluent les économistes. Cf. T. Krebs et P. Kaczmarczyk, « Wirtschaftliche Auswirkungen von Militärausgaben in Deutschland » [Impact économique des dépenses militaires en Allemagne], Université de Mannheim, juin 2025, disponible sur : www.vwl.uni-mannheim.de. L'Institut IW Köln estime l'effet multiplicateur des dépenses militaires à 0,8. Cf. T. Hentze, « Ökonomische

la République fédérale vit au-dessus de ses moyens et qu'il faut davantage de rigueur pour rendre la base industrielle allemande plus compétitive. Pour répondre à ces reproches contradictoires, il faut voir l'exemption des dépenses en matière de défense du frein à la dette, auquel la CDU/CSU est favorable, et la création du SVIK, auquel sont attachés les sociaux-démocrates, comme étant complémentaires. Cette double mesure est le fruit d'un compromis et a permis la mise en place de la coalition noire-rouge. Depuis lors le gouvernement, est à la recherche du juste équilibre et de la juste priorisation dans ses dépenses publiques afin d'arrêter le curseur à mi-chemin, les conservateurs redoutant une politique dépensière à l'excès tandis que les sociaux-démocrates craignent un démantèlement des acquis sociaux. Ces deux visions sont donc difficilement réconciliables.

Les récentes élections régionales en Bade-Wurtemberg et en Rhénanie Palatinat au cours desquelles l'AfD a poursuivi sa percée, s'implantant de plus en plus dans les *Länder* de l'Ouest, démontrent qu'elle est capable de profiter des inquiétudes liées à la situation économique de l'Allemagne. Dans le *Handelsblatt* Dietmar Neuerer et Annett Meiritz expliquent qu'« encouragée par ses succès électoraux en Allemagne de l'Ouest, une stratégie à deux volets se dessine : l'AfD continue de courtiser les travailleurs, où le SPD est particulièrement vulnérable, et cherche parallèlement à resserrer ses liens avec le monde des affaires¹²⁰ ». C'est ainsi que le groupe parlementaire de l'AfD présente un document de prise de position sur le plan économique élaboré lors d'une réunion à Cottbus le 11 avril 2026 émettant un diagnostic sévère sur l'état de l'économie allemande et étayant un certain nombre de propositions pour un rebond économique de l'Allemagne¹²¹. Cela fait écho aux origines du parti AfD qui remontent à l'après crise économique et financière de 2007, et où rassemblant des personnalités de mouvance conservatrice-libérale, il visait un électorat eurosceptique s'opposant au sauvetage de l'euro. Il refusait que l'Allemagne soit l'argentier de l'Europe. Par la suite, et notamment après la « crise migratoire » de 2015, le parti a pris un tournant anti-migratoire. L'AfD se présente également comme le parti qui donne la parole aux Allemands de l'Est, comme on le voit dès 2014 avec ses performances électorales aux élections régionales en Saxe (9,7 %), en Thuringe (10,6 %) et dans le Brandebourg (12,2 %)¹²². En cela les inégalités économiques et

Restriktionen für die Umsetzung des Finanzpakets [Contraintes économiques pesant sur la mise en œuvre du plan de relance], IW Köln, le 22 mars 2025, disponible sur : www.iwkoeln.de.

120. D. Neuerer et A. Meiritz, « Partei setzt nach Wahlerfolgen voll auf Wirtschaft » [Fort de ses succès électoraux, le parti mise tout sur l'économie], *Handelsblatt*, 24 mars 2026, disponible sur : www.handelsblatt.com.

121. « Neue Wirtschaftskraft entfesseln – Bürger und Unternehmen entlasten » [Libérer un nouveau potentiel économique – Alléger la charge qui pèse sur les citoyens et les entreprises], Groupe parlementaire de l'AfD, 11 avril 2026, disponible sur : www.afd.net.

122. F. Virchow, « Alternative für Deutschland (AfD), un parti d'extrême droite ? », *Notes du Cerfa*, n° 152, Ifri, 19 mars 2020, disponible sur : www.ifri.org.

sociales persistantes entre l'Allemagne de l'Est et de l'Ouest représentent un carburant pour le parti surreprésenté dans les « nouveaux *Länder* »¹²³.

La montée de l'AfD a été progressive, en augmentant ses scores électoraux au fur et à mesure, jusqu'à arriver à la deuxième position aux élections fédérales de 2025. Ce sont notamment les entrepreneurs dans l'écosystème des petites et moyennes entreprises qui s'avèrent de plus en plus réceptifs à l'AfD. Auparavant acquis aux Libéraux du FDP (ou à la CDU), ils se laissent de plus en plus séduire par le parti d'Alice Weidel. Ainsi, 40 % des électeurs FDP en 2021 sont restés fidèles à ce parti en 2025. En revanche, 17 % des voix qui s'étaient exprimées pour le FDP lors des élections fédérales en 2021 se sont reportées vers l'AfD en 2025, le deuxième plus grand report de voix du FDP, le premier se faisant au profit de la CDU et de la CSU (25 %) ¹²⁴.

Par ailleurs se pose la question du « barrage » (*Brandmauer*) contre l'extrême droite qui s'appliquait jusqu'à présent en Allemagne, or les milieux économiques semblent désormais de plus en plus perméables aux contacts avec l'AfD. En effet, l'Association des entrepreneurs familiaux (*Verband der Familienunternehmer*) –, qui ne représente certes que 6 500 des 3 millions d'entrepreneurs familiaux allemands mais parmi lesquels se trouvent des noms connus comme BMW, Bahlsen, Bertelsmann, Melitta, Oetker... –, s'est montrée ouverte au dialogue avec l'AfD en fin d'année 2025 suscitant de vifs débats¹²⁵. L'étanchéité de plus en plus poreuse entre le monde des entreprises et l'AfD est également visible à travers l'Association des femmes chefs d'entreprise (*Verband der Unternehmerinnen*) qui emboîte le pas aux entrepreneurs familiaux allemands¹²⁶. En réaction à ces rapprochements, le BDI a assuré, quant à lui, ne pas chercher l'échange avec l'AfD et certains membres de l'Association des entrepreneurs familiaux, comme Rossmann ou Vorwerk, ont annoncé mettre fin à leur adhésion à l'Association. Des voix s'élèvent pour rappeler que l'AfD défend une politique qui serait nuisible aux entreprises allemandes et à la base industrielle allemande s'il arrivait au pouvoir : un scepticisme à l'égard de l'UE et de l'euro, une opposition à la main-d'œuvre étrangère, ou encore une certaine proximité avec la Russie de

123. « Bundestagswahl 2025 – Ergebnisse in den Regionen » [Élections législatives de 2025 – Résultats par région], *Tagesschau*, février 2025, disponible sur : www.tagesschau.de.

124. « Wie die Wähler wanderten » [Comment les électeurs ont changé d'avis], *Tagesschau*, 24 février 2025, disponible sur : www.tagesschau.de.

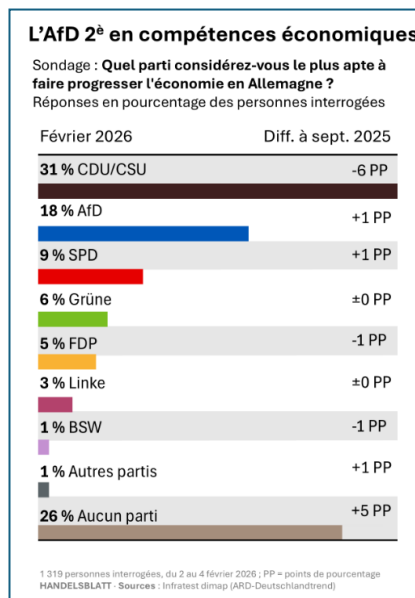
125. K. Gelinsky, M. Frühauf *et al.*, « Soll die Wirtschaft mit der AfD reden oder nicht? » [Le monde des affaires doit-il dialoguer avec l'AfD ou non ?], *FAZ*, 25 novembre 2025, disponible sur : www.faz.net.

126. K. Werner, « Auch Verband der Unternehmerinnen knüpft Kontakt zur AfD » [L'association des femmes chefs d'entreprise noue elle aussi des contacts avec l'AfD], *Der Spiegel*, 25 novembre 2025, disponible sur : www.spiegel.de.

Vladimir Poutine¹²⁷ et le mouvement MAGA (« Make America Great Again ») aux États-Unis¹²⁸.

Le quotidien économique *Handelsblatt* explique que, dans le contexte actuel, « le débat sur l'attractivité industrielle de l'Allemagne s'intensifie suite aux licenciements massifs chez Volkswagen et à la vague imminente de délocalisations d'entreprises. L'AfD y voit un nouveau potentiel de mobilisation.¹²⁹ » L'AfD est même considérée, d'après un sondage datant de février 2026 mentionné dans le même article, comme le parti derrière la CDU qui inspire le plus confiance auprès des sondés sur sa capacité à faire avancer l'économie allemande, devançant ainsi le SPD¹³⁰ (cf. Graphique 7). C'est le signe que la coalition au pouvoir sera jugée aux résultats du SVIK, avec une AfD en embuscade, qui n'hésitera pas à pointer du doigt les échecs en se positionnant comme une alternative « qui sait mieux faire » lors des prochaines élections fédérales. D'où l'intérêt entre conservateurs et sociaux-démocrates de trouver des terrains d'entente pour une mise en œuvre du SVIK le plus efficacement possible.

Graphique 7 : Sondage sur la compétence économique des partis politiques allemands



Source : D. Neuerer et A. Meiritz, « Partei setzt nach Wahlerfolgen voll auf Wirtschaft », *Handelsblatt*, 24 mars 2026, disponible sur : www.handelsblatt.com.
Graphique réalisé par Tristan Feucher © Ifri, 2026.

127. « Aktuelle Stunde – Verhältnis der AfD zu Russland debattiert, Bundestag » [Débat d'actualité – Les relations de l'AfD avec la Russie font l'objet d'un débat au Bundestag], 5 novembre 2025, disponible sur : www.bundestag.de.

128. « Allianz der "Patrioten": Wie nah stehen sich AfD und MAGA? » [Dans quelle mesure l'AfD et le mouvement MAGA sont-ils proches l'un de l'autre ?], *ZDF heute*, 14 décembre 2025, disponible sur : www.zdf.de.

129. D. Neuerer et A. Meiritz, « Partei setzt nach Wahlerfolgen voll auf Wirtschaft », *op. cit.*

130. *Ibid.*

Une efficacité des dépenses à la hauteur des volumes de moyens déployés ?

Outre les questions d'arbitrage et de priorisation qui sont soulevées pour le déploiement des sommes dans le cadre du SVIK, les interrogations portent également sur l'allocation de ces ressources et sur la pertinence de l'action publique face aux profondes mutations industrielles qui marquent le pays.

C'est en effet, en premier lieu la concrétisation et la rapidité du déploiement de ces sommes qui représente un réel défi car plusieurs freins existent notamment sur les capacités disponibles en termes de planification, d'autorisation et de mise en œuvre. Le gouvernement de Friedrich Merz souhaite en effet faire valoir le concept d'« intérêt public supérieur » (*überragendes öffentliches Interesse*)¹³¹ qui permettrait de s'affranchir d'un certain nombre de réglementations susceptibles de freiner la mise en œuvre du SVIK. Face à l'urgence de la situation ce concept s'était déjà avéré utile pour la construction de terminaux de GNL en Allemagne du nord pour compenser la perte de l'approvisionnement énergétique russe à partir de 2022. Des secteurs concernés par l'accélération des procédures en question seraient notamment les énergies renouvelables et les technologies de télécommunication mobile et de fibre optique. En décembre 2025, le Comité de coalition¹³² s'est mis d'accord sur les règles applicables pour le développement de l'infrastructure permettant des procédures accélérées pour la planification et l'autorisation (le chancelier évoquait un « saut qualitatif »), ce qui suscite cependant des critiques auprès de ceux qui craignent que cela ne se fasse au détriment de la protection environnementale¹³³.

La structure fédérale en Allemagne est une autre dimension à prendre en compte quand il est question de juger de l'efficacité du SVIK. La répartition des 100 milliards d'euros entre *Länder* est soumise à une règle de répartition appelée le « *Königssteiner Schlüssel* » (cf. Graphique 8 et Graphique 9) en appliquant une logique mêlant la taille de la population, à hauteur d'un tiers, et les recettes fiscales, à hauteur de deux tiers. Cela soulève une question particulièrement pertinente dans la mesure où les sommes allouées devraient l'être dans l'optique de créer davantage de cohésion territoriale et sociale. À ce sujet, il y a un débat autour du fait que

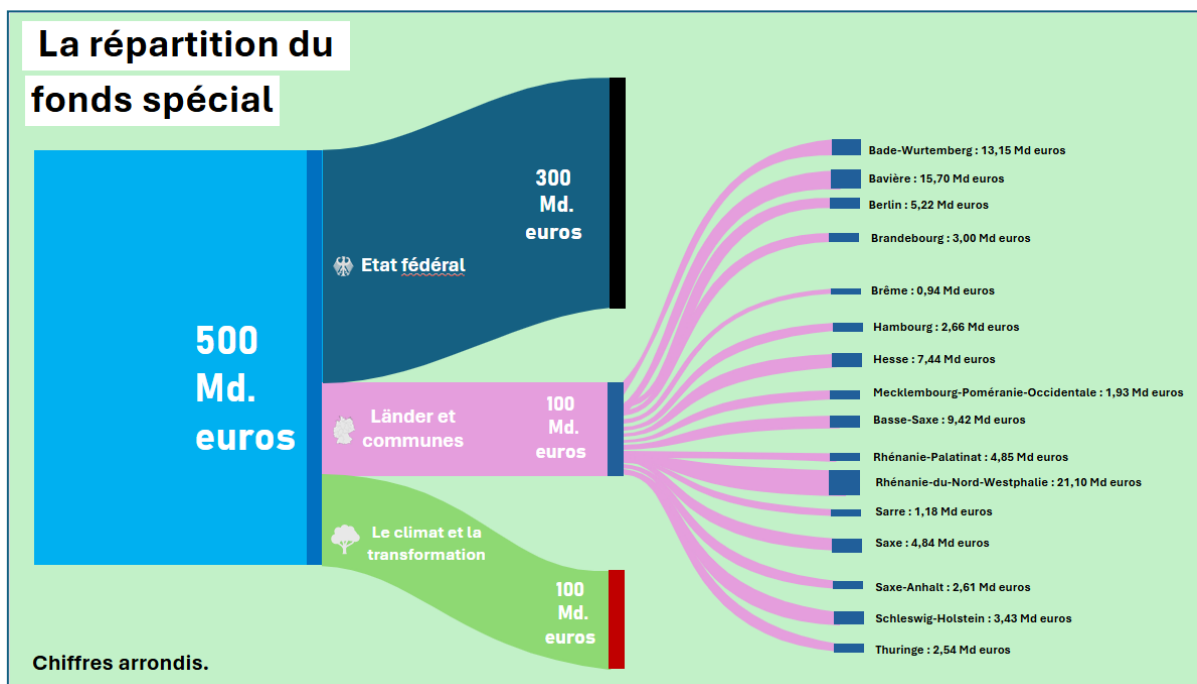
131. Il s'agirait d'accélérer la phase de planification, d'autorisation et de mise en œuvre. « Il est nécessaire de revoir fondamentalement le droit de la planification, de la construction, de l'environnement, des marchés publics et des procédures administratives », comme le rappelle le contrat de coalition entre CDU/CSU et SPD. Cf. *Verantwortung für Deutschland*, contrat de coalition entre CDU/CSU et SPD, 6 mai 2025, disponible sur : www.koalitionsvertrag2025.de.

132. Le comité de coalition coordonne la coopération entre les partenaires de la coalition. C'est un organe informel composé de personnalités importantes des partis de la coalition et du gouvernement.

133. M. Bauchmüller, H. Roßbach *et al.*, « Koalitionsausschuss – Die Regierung will schneller bauen und klüger sparen » [Comité de coalition – Le gouvernement souhaite accélérer les chantiers et réaliser des économies plus judicieuses], *Süddeutsche Zeitung*, 11 décembre 2025, disponible sur : www.sueddeutsche.de.

les *Länder* doivent allouer des sommes importantes aux communes qui, en raison de leurs compétences, seront amplement sollicitées à contribuer à la mise en œuvre du plan d'infrastructure et d'autres mesures économiques annoncées. Dans ce contexte, en octobre 2025, les maires des capitales de treize *Länder* ont adressé une lettre au chancelier, alertant sur le fait que l'écart entre les recettes et les dépenses communales se creuse et que les communes sont à la limite de leurs capacités¹³⁴. En mars 2026 s'est tenue une conférence sur les infrastructures en Allemagne de l'Est. C'était l'occasion de rappeler les inégalités territoriales en Allemagne avec un écart qui se creuse entre les régions les plus riches et les régions les plus pauvres. Or, le SVIK doit contribuer à réduire ces inégalités. L'Institut allemand de recherche économique (Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung – DIW) dans une étude mentionnée par le *Handelsblatt*, alertait sur le fait que « pour assurer une réelle additionalité, il est indispensable de renforcer les ressources financières des communes, de mettre en place des structures de financement fiables et de développer les capacités de planification et d'attribution des marchés publics¹³⁵ », faute de quoi, le SVIK ne permettra pas de réduire les inégalités entre les régions comme prévu.

Graphique 8 : Répartition du SVIK

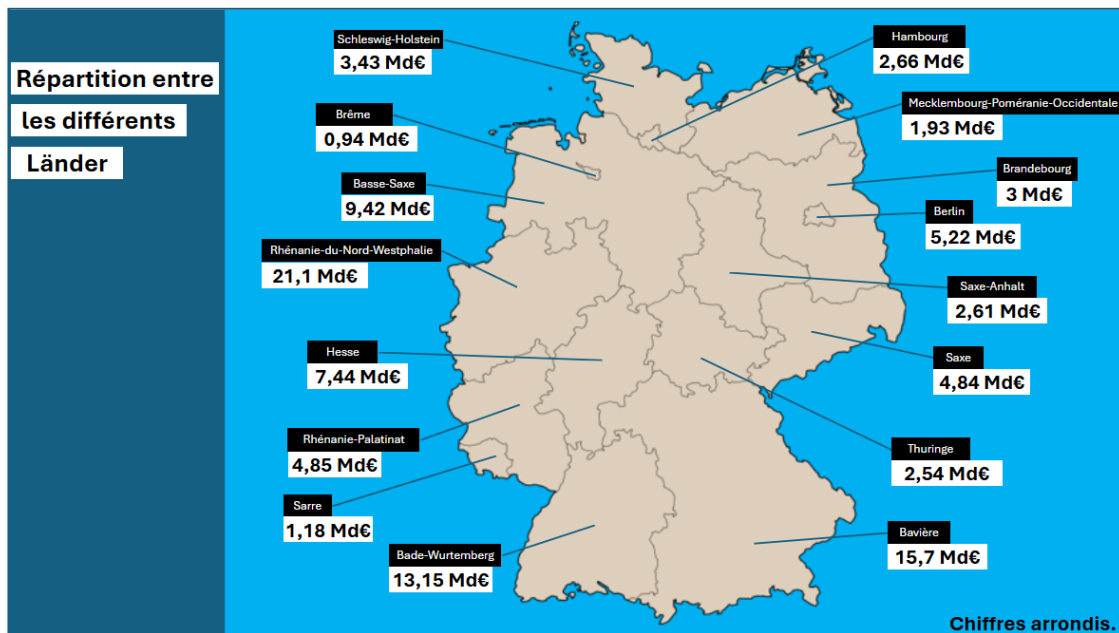


Source : « Das Sondervermögen für Infrastruktur und Klimaneutralität », Ministère fédéral des Finances, www.bundesfinanzministerium.de.
Graphique réalisé par Tristan Feucher © Ifri, 2026.

134. C. Henzler et R. Muschel, « Brief an Merz – Deutschlands Landeshauptstädte rufen um Hilfe » [Lettre à Merz – Les capitales régionales allemandes lancent un appel à l'aide], *Süddeutsche Zeitung*, 28 octobre 2025, disponible sur : www.sueddeutsche.de.

135. V. Kowsky et J. Olk, « Infrastruktur: Welche Landkreise vom 500-Milliarden-Sondervermögen profitieren müssten » [Infrastructures : quels départements devraient bénéficier du fonds spécial de 500 milliards], *Handelsblatt*, 13 mars 2026, disponible sur : www.handelsblatt.com.

Graphique 9 : Répartition du SVIK entre les différents Länder



Source : « Das Sondervermögen für Infrastruktur und Klimaneutralität », op. cit.
Graphique réalisé par Tristan Feucher © Ifri, 2026.

Outre la question de la répartition des moyens pour développer les infrastructures en Allemagne en tenant compte des disparités territoriales et de la nécessité d'adapter les procédures d'attribution et d'autorisation, la question de l'accompagnement par l'État de profondes mutations industrielles se pose. L'industrie automobile en est une parfaite illustration. Celle-ci reste de loin le secteur industriel le plus important en Allemagne en termes de chiffre d'affaires. Elle fait la fierté du pays, génère 770 000 emplois directs¹³⁶ notamment en Basse-Saxe, en Bavière et au Bade-Wurtemberg, crée des synergies avec d'autres secteurs comme les nouvelles technologies de l'information et des télécommunications (NTIC), la chimie et la sidérurgie. Mais c'est également une industrie systémique qui rencontre de sérieuses difficultés comme le démontrent les nombreuses annonces de licenciement au cours des dernières années (il y a eu 110 000 suppressions d'emploi dans l'industrie automobile depuis 2019¹³⁷). Des choix structurels s'imposent en raison du défi que représentent le passage au véhicule électrique, la concurrence chinoise et américaine, et les répercussions des tensions géopolitiques sur la branche, notamment les pénuries en minéraux critiques et en semiconducteurs. Le chancelier Friedrich Merz a rappelé dans son discours d'ouverture du Salon international de l'automobile de Munich en

136. « Bundeskanzler Merz eröffnet IAA 2025 » [Le chancelier fédéral Merz inaugure le salon IAA 2025], gouvernement fédéral allemand, 9 septembre 2025, disponible sur : www.bundesregierung.de.

137. C. Boutelet, « Friedrich Merz à Pékin et à Hangzhou : l'Allemagne confrontée à la concurrence croissante de la Chine », *Le Monde*, 24 février 2026, disponible sur : www.lemonde.fr.

septembre 2025 que « l'industrie automobile est et restera un secteur clé¹³⁸ ». Il avait également revendiqué le leadership technologique « Made in Germany » dans ce secteur¹³⁹. Sa présence lors de cet événement souligne que la défense de cette industrie est l'une des priorités du gouvernement. En revanche, il faut noter le manque de clarté du gouvernement sur les technologies à promouvoir. De nombreux représentants politiques conservateurs, à l'instar de Markus Söder¹⁴⁰ de la CSU en Bavière et de Manuel Hagel¹⁴¹ de la CDU au Bade-Wurtemberg, mais aussi des Verts comme Winfried Kretschmann, ministre-président du Bade-Wurtemberg de 2011 à 2026, défendent en effet l'« ouverture technologique ». Cela implique le maintien du véhicule thermique, qui a été traditionnellement l'un des piliers de l'économie allemande, en ouvrant la possibilité aux carburants synthétiques et aux biocarburants, tout en envisageant le passage vers le véhicule électrique et le véhicule à hydrogène. Le Bade-Wurtemberg est tout particulièrement touché par la transformation de son tissu industriel et par la stagnation économique qui se traduisent par une véritable crise du secteur automobile et de nombreux licenciements. L'industrie automobile et ses multiples fournisseurs (Mercedes, Porsche, Bosch, ZF, Mahle...) se confrontent au défi de la fin de la vente des véhicules thermiques neufs en 2035 et à celui du passage au véhicule électrique¹⁴². Cem Özdemir le nouveau ministre-président du Bade-Wurtemberg, issu du parti des Verts et qui succède à Winfried Kretschmann, rappelait en effet la ligne pragmatique à adopter pour ne pas précipiter le passage vers le véhicule électrique¹⁴³. Pour que ce passage au véhicule électrique et son adoption par les clients réussissent, Cem Özdemir considère en effet que des bornes de chargement doivent être déployées en plus grand nombre, que des incitations à l'achat ainsi que des incitations fiscales doivent être mises en place et maintenues, que l'industrie de la batterie sur laquelle repose le véhicule électrique doit se développer en Europe et que le prix de l'électricité pour le chargement doit être abordable. L'homme politique « vert » considère que les carburants synthétiques et l'hydrogène doivent pouvoir être développés et utilisés, au-delà de l'automobile, pour d'autres types de mobilités comme l'aéronautique

138. « Bundeskanzler Merz eröffnet IAA 2025 », *op. cit.*

139. *Ibid.*

140. Markus Söder appelait à la fin de la fin de la vente de véhicules thermiques neufs à partir de 2035, considérant que les décisions doivent être prises par des ingénieurs plutôt que par des bureaucrates. Cf. « Merz fordert Flexibilität beim Verbrenner-Aus » [Merz appelle à faire preuve de souplesse concernant la sortie des moteurs à combustion], *Tagesschau*, 9 septembre 2025, disponible sur : www.tagesschau.de.

141. Manuel Hagel considère que la fin de la vente de véhicules thermiques neufs à partir de 2035 « nuit à l'innovation, affaiblit notre industrie, met en péril des milliers d'emplois et n'apporte rien à notre climat ». Cf. *Ibid.*

142. C. Busse, « Baden-Württemberg – Özdemir braucht jetzt ein Konzept gegen die Wirtschaftskrise » [Bade-Wurtemberg – Özdemir doit maintenant élaborer un plan pour lutter contre la crise économique], *Süddeutsche Zeitung*, 9 mars 2026, disponible sur : www.sz.de.

143. C. Budras, « Özdemir über Verbrennerverbot: „2035 schon mathematisch nicht erreichbar“ » [Özdemir à propos de l'interdiction des moteurs à combustion : « Un objectif mathématiquement irréalisable dès 2035 »], *FAZ*, 10 novembre 2025, disponible sur : www.faz.net.

ou le fret routier. Cem Özdemir estime en effet qu'il ne suffit pas de fixer des échéances de manière aléatoire, comme celle de 2035 pour la fin de la vente de véhicules thermiques neufs. Il faut encore se donner les moyens de ses ambitions, et en partie cela passe par une flotte constituée de plusieurs types de voitures, incluant à côté des véhicules électriques des véhicules hybrides, ce qui permettrait également une transition plus souple pour les fournisseurs, très présents au Bade-Wurtemberg.

Si à l'instar de ces représentants politiques, la puissante Association de l'industrie automobile (Verband der Automobilindustrie – VDA) défend l'assouplissement de l'objectif de la fin de la vente de véhicules thermiques neufs d'ici 2035 à l'échelle européenne, des voix mettent en garde contre un relâchement des objectifs climatiques. C'est le cas d'Armand Zorn, vice-président du groupe parlementaire SPD. Pour lui, « quiconque remet en question la sortie progressive des moteurs à combustion d'énergies fossiles peut s'attirer des applaudissements à court terme, mais compromet la compétitivité à long terme de notre pays et déstabilise l'économie¹⁴⁴ ». Lars Klingbeil, quant à lui, rappelait encore lors de son discours à la Hertie School en septembre 2025 que « l'avenir de l'industrie automobile est électrique¹⁴⁵ ». La crainte associée au relâchement des objectifs climatiques est que l'incertitude sur les technologies qui domineront à l'avenir ne fragilise le secteur. Ces désaccords sont symptomatiques d'une Allemagne à la recherche de repères et dont les représentants politiques craignent de prendre des décisions trop affirmées et impopulaires – en l'occurrence un passage trop rapide vers l'électrique pourrait accélérer l'érosion des sous-traitants de l'industrie automobile allemande qui risquerait de précipiter des licenciements supplémentaires.

Au-delà des types de technologies qui feront la force de la base industrielle allemande à l'avenir quel rôle doivent jouer l'État et les entreprises ? Les compromis entre un État qui favorise les investissements dans des batteries ou développe les infrastructures de chargement et les entreprises qui s'engagent en contrepartie à garantir la pérennité de leur activité et des emplois qui y sont associés sur la base industrielle allemande sont-ils possibles ? Si le SPD est favorable à « une politique industrielle stratégique¹⁴⁶ », cela contraste avec une vision moins interventionniste de la CDU qui tend à limiter le champ d'action du politique à l'amélioration des conditions-cadres et à la suppression des freins bureaucratiques ou des

144. « IAA in München: Merz fordert Flexibilität beim Verbrenner-Aus » [Salon IAA de Munich : Merz appelle à la flexibilité concernant la sortie des moteurs à combustion], *Tagesschau*, 9 septembre 2025, disponible sur : www.tagesschau.de.

145. « Eine europäische Agenda: Lars Klingbeil zu Deutschlands Investitionsstrategie und der Zukunft der EU » [Un programme européen : Lars Klingbeil s'exprime sur la stratégie d'investissement de l'Allemagne et l'avenir de l'UE], YouTube, 25 septembre 2025, disponible sur : www.youtube.com.

146. *Ibid.*

lourdeurs fiscales pour les entreprises¹⁴⁷. Pendant la campagne électorale pour les élections fédérales allemandes de février 2025, Friedrich Merz avait promis une « fin » de ce qu'il appelait « la subventionnité¹⁴⁸ ». Katherina Reiche, la ministre fédérale de l'Économie et de l'Énergie, favorable à « plus de marché et [à] moins de microgestion¹⁴⁹ » s'inscrit également dans cette vision des choses. D'autres avis existent cependant : Sebastian Dullien, le Directeur de l'Institut de recherche en macroéconomie et en conjoncture économique allemand (Institut für Makroökonomie und Konjunkturforschung – IMK), regrette par exemple l'absence d'une « politique industrielle adéquate par rapport aux défis géopolitiques rencontrés¹⁵⁰ ». Cela démontre certes qu'il existe un débat d'idées pluraliste sur le sujet mais aussi que le gouvernement, composé de personnalités aux convictions parfois divergentes et soumis à différentes pressions, tâtonne encore et n'est pas fixé en la matière.

Un autre facteur, qui façonne actuellement l'évolution du tissu industriel allemand, réside dans l'essor du secteur de la défense, stimulé par le contexte géopolitique et les choix politiques qui en découlent. On le voit à travers des acteurs comme Rheinmetall et Helsing dont les activités se développent rapidement. Le mastodonte Rheinmetall a vu le cours de son action augmenter de 2 000 % depuis le début de la guerre d'agression russe en Ukraine¹⁵¹. Rheinmetall a par ailleurs construit la plus grande usine de munitions d'Europe à Unterlüß, en Basse-Saxe pour 500 millions d'euros¹⁵². Le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, ainsi que le ministre allemand de la Défense, Boris Pistorius, et le vice-chancelier et ministre des Finances, Lars Klingbeil, étaient présents lors de l'inauguration. Les décisions de renforcer les capacités militaires en Europe, notamment parmi les États alliés, ayant pris des engagements dans ce sens au sommet de La Haye en juin 2025 – l'Allemagne envisage par exemple de tripler les dépenses en matière de défense jusqu'en 2029 pour atteindre les 160 milliards d'euros – représentent une réelle opportunité pour les entreprises du secteur¹⁵³.

147. J. Olk, « Ökonomen legen Zwölf-Punkte-Plan für Deutschland vor » [Des économistes présentent un plan en douze points pour l'Allemagne], *Handelsblatt*, 25 septembre 2025, disponible sur : www.handelsblatt.com.

148. J. Olk, « Wirtschaftswende-Versprechen nach einem Jahr kaum erfüllt » [Un an après, les promesses de relance économique sont à peine tenues], *Handelsblatt*, 23 février 2026, disponible sur : www.handelsblatt.com.

149. J. Olk, « „Wachstumsagenda“ – Reiches Ökonomen legen Vier-Punkte-Plan vor », *op. cit.*

150. J. Olk, « Wirtschaftswende-Versprechen nach einem Jahr kaum erfüllt », *op. cit.*

151. R. Tyborski, J. Blume *et al.*, « Rüstungskonzern: Rheinmetall sucht Käufer für die Autosparte » [Groupe d'armement : Rheinmetall cherche un repreneur pour sa division automobile], *Handelsblatt*, 16 juillet 2025, disponible sur : www.handelsblatt.com.

152. J. Jansen, « Rheinmetall eröffnet neues Werk für Artilleriemunition » [Rheinmetall inaugure une nouvelle usine de munitions d'artillerie], *FAZ*, 27 août 2025, disponible sur : www.faz.net.

153. R. Tyborski, J. Blume *et al.*, « Rüstungskonzern: Rheinmetall sucht Käufer für die Autosparte », *op. cit.*

Le consensus au sein de la coalition au pouvoir est que la situation géopolitique exige de renforcer les capacités militaires en Allemagne¹⁵⁴. Et si l'industrie de l'armement permet de contrebalancer les licenciements prévus dans l'industrie automobile, elle répond à deux priorités du moment outre-Rhin : renforcer la capacité de défense et garantir de l'emploi en l'Allemagne. Autre manifestation du fait d'un secteur de la défense en pleine expansion : certaines régions ont su s'adapter à la nouvelle réalité internationale et aux besoins que cela implique, et accueillir des entreprises qui fabriquent du matériel de guerre directement livré en Ukraine, tels que des drones. C'est le cas de la Bavière qui accueille des entreprises comme Helsing, Tytan, Stark et Quantum qui livrent l'armée ukrainienne en matériel ou envisagent de le faire dans la lignée de l'initiative « Construire avec l'Ukraine ».

Pourtant, ouvrir la voie à davantage de capacités dans la défense n'est pas chose évidente en Allemagne, où de nombreux tabous sont encore associés à cette question. Cependant, on observe une plus grande acceptation. Lars Klingbeil, le vice-chancelier, appelait ainsi dans son discours à la Hertie School en septembre 2025 à créer un véritable marché intérieur européen de la défense, à favoriser des projets d'armement communs et à œuvrer à davantage d'interopérabilité européenne. Il évoquait aussi la nécessité de profiter du fort potentiel d'innovation dont recèle le secteur de la défense¹⁵⁵. Cela suppose notamment d'assouplir les réglementations universitaires qui empêchent la recherche en lien avec la défense afin de faciliter les synergies entre le secteur de l'armement et d'autres secteurs lorsque les innovations engendrées peuvent être à double usage. Par ce moyen, les retombées de l'assouplissement du frein à la dette pour les dépenses militaires sont étendues à d'autres secteurs. C'est ce que préconisaient les conseillers économiques de la ministre de l'Économie et de l'Énergie, Katherina Reiche, dans leur plan en quatre points en octobre 2025¹⁵⁶. Ils suggéraient en outre d'assouplir les règles à l'exportation d'armes, de manière à rendre l'industrie de l'armement allemande plus compétitive. Ces réflexions sont le signe que malgré les réticences qui continuent parfois d'exister, l'industrie de la défense est amenée à prendre une plus grande place dans l'économie allemande.

154. Cela se traduit par le fait que l'Allemagne prévoit de tripler ses dépenses de défense d'ici 2029 pour atteindre 160 milliards d'euros. Elle entend atteindre les objectifs de La Haye d'ici 2029, soit six ans avant les autres pays alliés. Elle prévoit de porter ses effectifs militaires de 180 000 actuellement à 460 000 d'ici 2035 (260 000 soldats et 200 000 réservistes). De plus, l'Allemagne participe activement au renforcement du flanc Est de l'OTAN, avec une brigade déployée en Lituanie. Voir É. Tenenbaum et L. Péria-Peigné, « Zeitenwende : la Bundeswehr face au changement d'ère », *Focus stratégique*, n° 116, Ifri, septembre 2023, disponible sur : www.ifri.org. Voir également J. Möhring, « La Bundeswehr : du changement d'époque (*Zeitenwende*) à la rupture historique (*Epochenbruch*) », *Notes du Cerfa*, n° 189, février 2026, Ifri, disponible sur : www.ifri.org

155. L. Klingbeil, « Eine europäische Agenda », *op. cit.*

156. J. Olk, « „Wachstumsagenda“ – Reiches Ökonomen legen Vier-Punkte-Plan vor », *op. cit.*

Conclusion

Les critiques qui dénoncent que l'argent du SVIK serait majoritairement déployé en faveur de dépenses consommatives – ce qui contreviendrait au critère d'additionalité – s'expriment de plus en plus. En novembre 2025, dans une interview avec la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (FAZ), Monika Schnitzer, présidente du Conseil des experts économiques approuvait l'idée du SVIK mais alertait sur le fait que le gouvernement « s'efforce beaucoup trop de préserver le *statu quo* ou de distribuer des cadeaux électoraux au lieu d'investir dans l'avenir¹⁵⁷ » – référence faite notamment aux mesures comme la baisse du taux de la taxe sur la valeur ajoutée sur la restauration ou la bonification de la retraite des mères de famille, souvent évoquées en rapport avec ce débat.

Plus récemment, à l'occasion du premier anniversaire de la mise en place du SVIK, deux instituts économiques avancent des chiffres arguant que l'additionalité ne serait pas respectée : l'Ifo München arrive à 86 % et le IW Köln à 95 % de dépenses consommatives financées par le SVIK. Les experts de l'IW Köln estiment : « Un an après l'approbation du SVIK par le Bundestag, la désillusion persiste. La CDU et le SPD avaient l'occasion de résorber le retard en matière d'investissements, ils ne l'ont pas saisie, jusqu'à présent¹⁵⁸ », évoquant par ailleurs que les sommes allouées aux investissements en 2025 par rapport à celles de 2024 permettent tout juste de compenser l'inflation. L'Ifo München, quant à lui, constate que l'endettement s'est accru sans que les investissements n'augmentent. Les économistes de l'institut économique de Munich estiment que le gouvernement aurait contracté 23 milliards d'euros de dettes au titre du SVIK en 2025, qui n'auraient pas servi à de nouveaux investissements¹⁵⁹.

Dans un éditorial du *Handelsblatt*, Miriam Meckel qualifiait cette utilisation du fonds de « détournement » et comparait la situation au scandale du *Dieselgate*¹⁶⁰. C'est le signe qu'au-delà des questions d'efficacité se pose la question de confiance envers la coalition au pouvoir.

157. J. Pennekamp et M. Schäfers, « „Ich halte das für Unsinn“ » [« Je trouve ça ridicule »], *FAZ*, 20 novembre 2026, disponible sur : www.faz.net.

158. T. Hentze, « 86 Prozent des Sondervermögens im Jahr 2025 zweckentfremdet » [86 % du fonds spécial seront détournés de leur objectif initial en 2025], Institut der deutschen Wirtschaft, disponible sur : www.iwkoeln.de.

159. « Regierung hat 95 Prozent der neuen Schulden für Infrastruktur im Jahr 2025 zweckentfremdet » [En 2025, le gouvernement a détourné 95 % des nouvelles dettes destinées aux infrastructures], Ifo, 17 mars 2026, disponible sur : www.ifo.de.

160. M. Meckel, « Es kann nicht sein, dass in Deutschland nichts mehr funktioniert » [Il est inconcevable que plus rien ne fonctionne en Allemagne], *Handelsblatt*, 23 mars 2026, disponible sur : www.handelsblatt.com.

L'augmentation de la marge de manœuvre du gouvernement créée par le SVIK doit donc s'accompagner d'une consolidation budgétaire, autrement les générations futures devront faire face à une double peine : « rembourser les dettes [créées par le SVIK] » et se « contenter d'infrastructures délabrées [qui n'auront pas été rénovées]¹⁶¹ ». C'est ainsi que le journaliste économique Roman Pletter dépeint le scénario du pire dans *Die Zeit*. Le gouvernement allemand, sur la défensive, assure gérer « avec prudence les nouvelles marges de manœuvre budgétaires dont il dispose », couplant une « relance de la croissance » à des « mesures d'économie »¹⁶², comme on peut le lire sur le site du ministère des Finances. Et Lars Klingbeil d'affirmer dans un discours à la fondation Bertelsmann en mars 2026 : « L'année 2026 nous demandera du courage ; l'Allemagne a besoin de réformes fondamentales¹⁶³. » Il a souligné que les crises et problèmes ne peuvent se résorber par l'injection de toujours plus d'argent, précisant que les projets mis en œuvre trop lentement ou pour lesquels les fonds sont investis de manière inefficace devront s'attendre à une réduction du financement¹⁶⁴. Ces paroles se voulaient rassurantes : le gouvernement ne se contentera pas de mesures de saupoudrage. Les inquiétudes ont été entendues et un système de bonus-malus doit être mis en place pour corriger les potentielles inefficiences, car en parallèle, certains partis comme les Verts¹⁶⁵ ou l'AfD¹⁶⁶ ont déjà évoqué la possibilité de déposer un recours devant la Cour constitutionnelle de Karlsruhe pour mauvaise utilisation des moyens découlant du SVIK, le FDP, lui, ayant saisi la Cour constitutionnelle jugeant que l'assouplissement du frein à la dette en tant que tel est anticonstitutionnel¹⁶⁷.

Le gouvernement se défend du bilan provisoire peu reluisant assené à propos du SVIK. Soucieux d'être transparent, il affiche sur son site un compteur des sommes déployées à ce jour et rappelle la chronologie de la mise en place du SVIK (cf. Graphique 10), certes décidé en mars 2025 mais dont l'utilisation effective de moyens n'a pu se faire qu'à partir du mois d'octobre de manière rétroactive pour l'année 2025, ce qui en explique un retard au démarrage.

161. R Pletter, « Sie begehen politischen Kreditbetrug, Herr Merz! » [Vous commettez une fraude politique, Monsieur Merz !], *Die Zeit*, 17 mars 2026, disponible sur : www.zeit.de.

162. « Investitionsoffensive für das ganze Land » [Une vague d'investissements pour l'ensemble du pays], Ministère fédéral des Finances, 19 mars 2026, disponible sur : www.bundesregierung.de.

163. L. Klingbeil, « Reformen für ein starkes Land », *op. cit.*

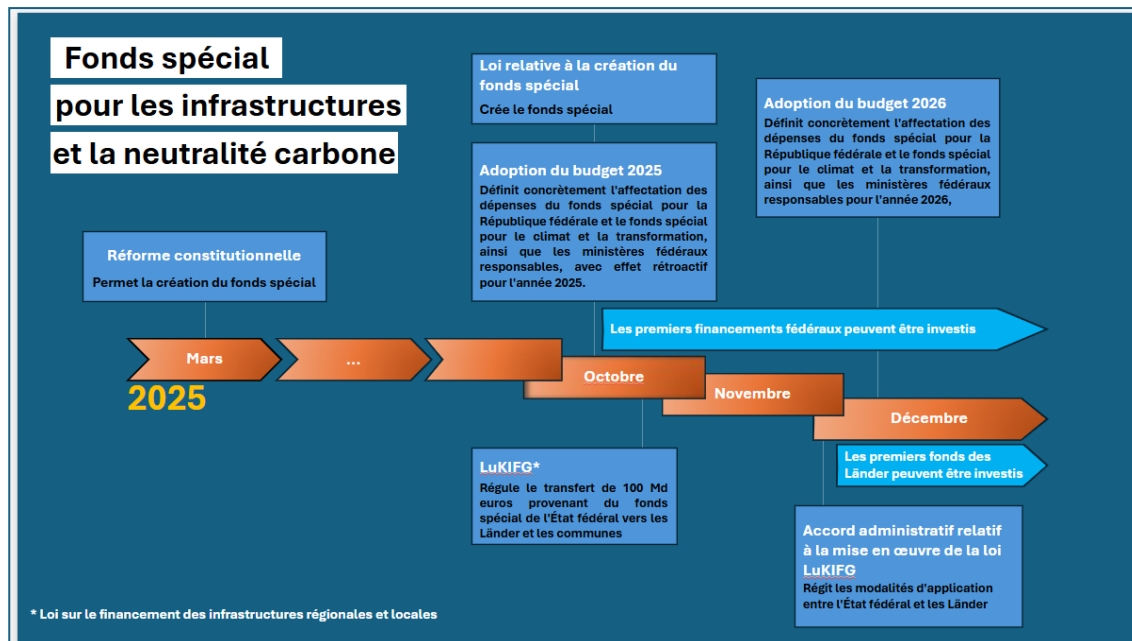
164. *Ibid.*

165. I. Grabitz, « Katharina Dröge: "Das zeigt, dass die Union nicht mit Geld umgehen kann" » [Katharina Dröge : « Cela montre que l'Union ne sait pas gérer son budget »], *Die Zeit*, 17 mars 2026, disponible sur : www.zeit.de.

166. E. Conesa, « En Allemagne, le bilan en demi-teinte de la réforme du frein à la dette », *Le Monde*, disponible sur : www.lemonde.fr.

167. F. Gathmann, D. Hipp *et al.*, « Ex-FDP-Abgeordnete klagen gegen rot-schwarze Sondervermögen » [D'anciennes députées du FDP intentent un procès contre le fonds spécial de la coalition rouge-noire], *Der Spiegel*, 31 mars 2026, disponible sur : www.spiegel.de.

Graphique 10 : Calendrier de mise en œuvre du SVIK



Source : « Das Sondervermögen für Infrastruktur und Klimaneutralität », op. cit.
Graphique réalisé par Tristan Feucher © Ifri, 2026

Le SVIK met en lumière de nombreuses questions complexes, qui appelleront des réponses soigneusement pesées et prises en toute connaissance de cause, tant il sera impossible de satisfaire l'ensemble des parties. Cela implique des arbitrages délicats, dans un contexte marqué outre-Rhin par de fortes incertitudes et un modèle économique de plus en plus fragilisé. Entre clivage intergénérationnel d'un côté, priorisation entre dépenses sociales et militaires de l'autre, ou choix du bon échelon d'intervention (Allemagne, Europe, international), le déploiement des 500 milliards d'euros sur les douze années à venir met en évidence les fractures au sein du pays tout en générant beaucoup d'attentes concurrentes.

Afin que le SVIK déploie un maximum d'effets, il sera nécessaire de veiller à sa mise en œuvre, en adaptant les procédures d'attribution et d'autorisation, en trouvant des solutions aux questions relatives aux ressources humaines, et en veillant à ce que les sommes allouées ne creusent pas les écarts entre régions en Allemagne. Les questions de cohésion sociale et territoriale, si elles sont mal gérées, pourraient être exploitées politiquement par des partis comme l'AfD, qui se fraient de plus en plus un chemin dans le paysage politique allemand.

Dès lors, face à des facteurs d'instabilité intérieurs et extérieurs – qui sont autant structurels que le fait de mutations profondes –, se pose la question de savoir si l'Allemagne se trouve dans une phase de déclin ou si elle sera en mesure de rebondir en misant sur ses nombreux atouts.

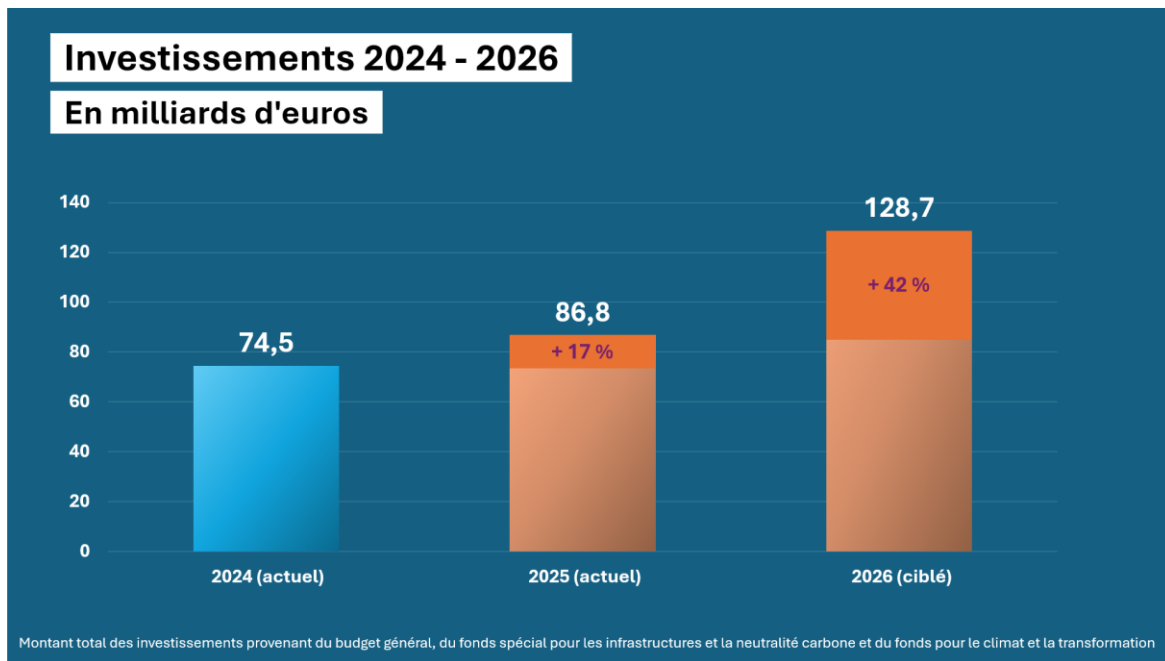
Les yeux des autres États européens sont rivés sur la « locomotive économique de l'Europe » avec l'espoir que les sommes investies auront un effet multiplicateur qui permettra de redonner du dynamisme à l'UE tout entière, tant l'Allemagne offre une taille critique qui se répercutera forcément sur les autres économies européennes. Il y va de la compétitivité de la base économique européenne (*Standort Europa*), car c'est bien à cette échelle que se mesure la compétitivité par rapport aux concurrents états-uniens et chinois, et de laquelle dépendent de nombreux emplois. En lançant un SVIK sur douze ans, le gouvernement de Friedrich Merz, acculé par l'AfD, s'est créé les marges de manœuvre fiscales nécessaires pour démontrer que les partis du centre sont capables de proposer des solutions constructives sur le plan économique en créant les conditions nécessaires pour insuffler une nouvelle dynamique au pays.

De nombreux défis, auxquels le précédent gouvernement a déjà tenté de répondre, notamment en révisant ses dépendances vis-à-vis de la Russie et en renforçant les investissements dans son armée, sont susceptibles de s'intensifier. Rattraper le retard pris dans les décennies passées et se défaire de son exposition aux États-Unis sur le plan de la sécurité et de la défense, sur le plan commercial et – de plus en plus – sur le plan énergétique n'est pas chose aisée. De la même manière, l'Allemagne va devoir s'adapter à la Chine, partenaire indispensable pour ses approvisionnements et ses débouchés. Son modèle fortement extraverti qui a fait la force de l'Allemagne, pendant la période faste de la mondialisation, la fragilise de plus en plus car elle peine à se repositionner dans une recomposition internationale marquée par l'incertitude et l'imprévisibilité.

Les défis sont importants. Cependant, l'Allemagne a su se montrer réactive par rapport à la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine en trouvant des alternatives aux hydrocarbures russes et en construisant des terminaux de GNL en un temps record. Cela pourrait servir de modèle pour mener à bien les plans de modernisation d'infrastructures en Allemagne. Si ces travaux sont menés de manière efficace, des effets positifs sont aussi à attendre en termes de cohésion sociale et territoriale face à une population dans le doute qui a enduré une sévère remise en question de son modèle économique au cours des dernières années.

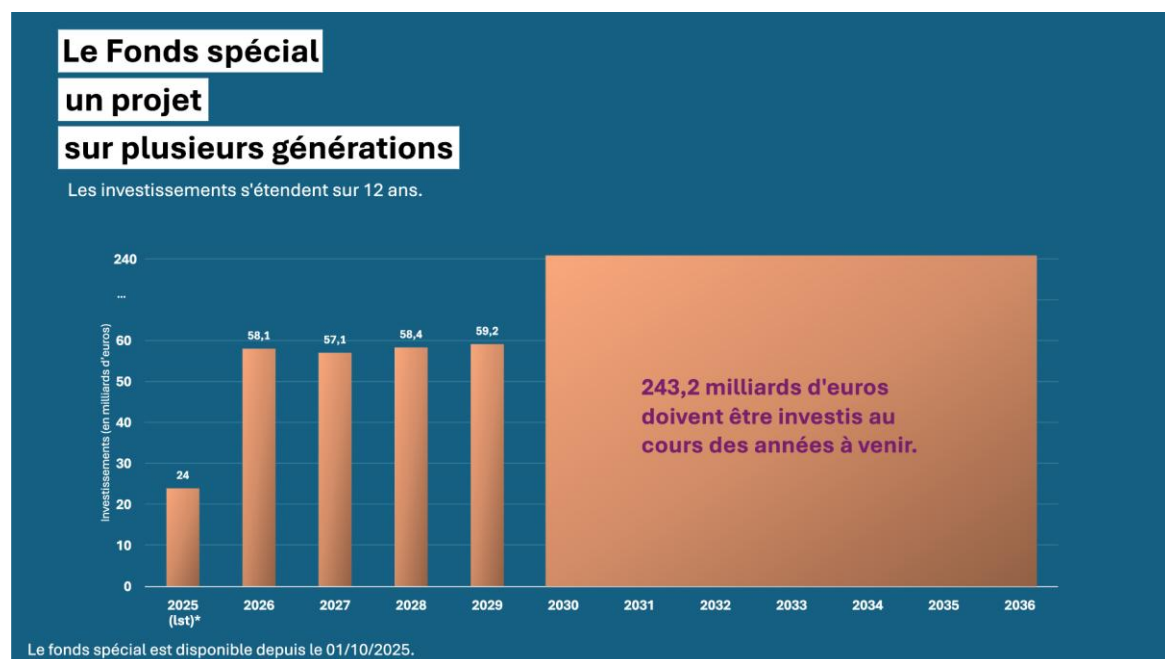
Annexes

Annexe 1 : Investissements 2024-2026 (actuel et ciblé)



Source : « Das Sondervermögen für Infrastruktur und Klimaneutralität », op. cit.
Graphique réalisé par Tristan Feucher © Ifri, 2026.

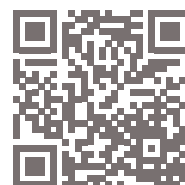
Annexe 2 : Investissements dans le cadre du SVIK 2024-2036 (actuel et ciblé)



Source : Ibid. **Graphique réalisé par Tristan Feucher © Ifri, 2026.**

Les dernières publications du Cerfa

- M. Krpata, [Entrée en vigueur de l'accord UE-Mercosur : aboutissement d'un drame sans fin pour l'Allemagne ?](#), *Éditoriaux de l'Ifri*, avril 2026
- C. Wagner, [Les relations germano-indiennes. Un partenariat fondé sur des valeurs ou sur des intérêts ?](#), *Notes du Cerfa*, n° 191, avril 2026 (disponible en allemand et français)
- M. Debus, [Les élections régionales de 2026 dans le Bade-Wurtemberg : un premier test pour le gouvernement "noir-rouge" de Friedrich Merz ?](#), *Notes du Cerfa*, n° 190, Ifri, mars 2026 (disponible en allemand et français)
- J. Möhring, [La Bundeswehr : du changement d'époque \(Zeitenwende\) à la rupture historique \(Epochenbruch\)](#), *Notes du Cerfa*, n° 189, février 2026 (disponible en anglais et français)
- J. Süß, [La fabrique de la politique européenne de l'Allemagne](#), *Études de l'Ifri*, janvier 2026 (disponible en anglais et français)
- C. Demesmay, [Imaginaires et réalités de la frontière franco-allemande : un laboratoire pour l'Europe de demain](#), *Visions franco-allemandes*, n° 37, septembre 2025 (disponible en allemand et français)



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org